

Évaluer la compétitivité de l'Afrique opportunités à saisir et obstacles à lever pour transformer les économies africaines

EL-HADJ M. BAH

JENNIFER MBABAZI MOYO

AUDREY VERDIER-CHOUGHANE

Banque africaine de développement

CARLOS CONDE

PHILIPP HEINRIGS

ANTHONY O'SULLIVAN

OCDE

BARAK HOFFMAN

JOHN SPEAKMAN

Banque mondiale

ATTILIO DI BATTISTA

MARGARETA DRZENIEK

CAROLINE GALVAN

Forum économique mondial

L'édition 2015 du *Rapport sur la compétitivité de l'Afrique* paraît à un moment où cette région enregistre une forte croissance, qui n'est surpassée que par l'Asie émergente et en développement. De fait, ces dernières années, les pays avancés ont été secoués par des turbulences économiques qui ont épargné l'Afrique. La croissance revient dans certains pays avancés, en particulier aux États-Unis, mais elle reste anémique dans une grande partie de l'Europe, au Japon et dans d'autres économies avancées. A contrario, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne continuent d'afficher des taux de croissance supérieurs à 5 pour cent en moyenne. Néanmoins, même si sa forte croissance se maintient depuis plus d'une décennie, l'Afrique pâtit de ses faibles niveaux de productivité et sa compétitivité globale stagne. Cette préoccupation est exprimée depuis le premier *Rapport sur la compétitivité de l'Afrique*, paru en 1998.

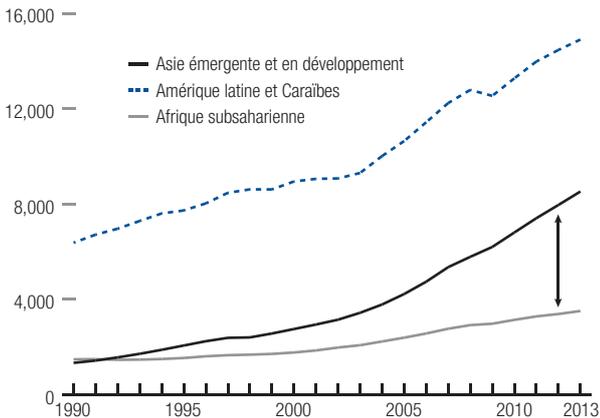
Ce déficit de compétitivité pose problème pour deux raisons. À court terme, il rend les pays de la région vulnérables à un grave choc économique, tel qu'un ralentissement de l'activité sur les marchés émergents ou les conséquences du plancher atteint par les cours du pétrole sur quatre ans et de la baisse des prix d'autres matières premières pour les économies d'Afrique riches en ressources naturelles. À moyen terme, ce manque de compétitivité amène à se demander si le continent africain pourra mettre à profit son dividende démographique: sa population (plus d'un milliard de personnes) constitue un vaste marché de consommation émergent et une main-d'œuvre qui offre des opportunités de croissance non négligeables.¹ Dans ce contexte, il sera fondamental d'accroître la compétitivité des pays d'Afrique. Le *Rapport* de cette année cherche à déterminer si les transformations structurelles qui sont cruciales pour stimuler cette compétitivité sont engagées. Il se demande également si les pouvoirs publics mettent en place les fondamentaux qui maintiendront la trajectoire de forte croissance nécessaire pour améliorer le niveau de vie de la population.

Après un bref examen de la structure actuelle des économies de la région, ce chapitre évalue en détail la compétitivité sur l'ensemble du continent et dans les différents pays couverts par le présent rapport. L'analyse des forces et faiblesses de l'Afrique et la comparaison des économies africaines à d'autres régions et pays du monde procurent aux autorités, aux chefs d'entreprise et à d'autres acteurs un précieux outil, qui les aidera à formuler des politiques propices à la compétitivité. Elles permettront aussi un examen plus approfondi de la transformation structurelle dans les chapitres suivants.

Les auteurs souhaitent également remercier Charlotte Karagueuzian et Anna von Wachenfelt (consultantes BAD) pour leur aide précieuse lors des recherches.

Graphique 1: Prospérité et croissance économique, 1990–2013

PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat (PPA) et en dollars internationaux courants



Source: FMI, 2014c.

LE DÉFICIT DE COMPÉTITIVITÉ DE L'AFRIQUE

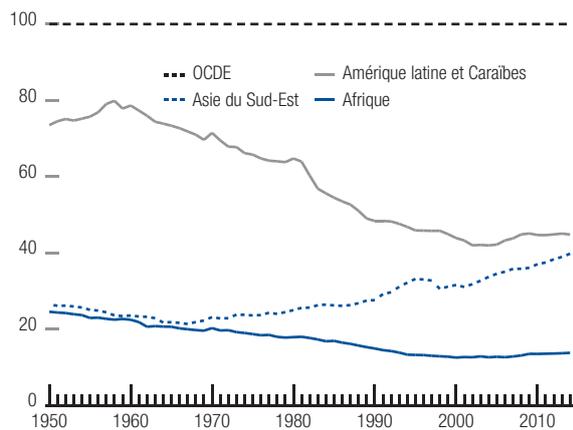
Nombreux sont ceux qui se demandent si les récents taux de croissance économique de l'Afrique sont durables à moyen et long terme. L'analyse réalisée dans le cadre du présent *Rapport* peut éclairer ce débat, étant donné que les niveaux de compétitivité des pays africains sont d'importants déterminants de la productivité. En d'autres termes, si la compétitivité des économies africaines s'améliore, il y aura aussi davantage de prospérité dans cette région (graphique 1).

La transformation structurelle

Il est largement admis que la dernière décennie a annoncé une ère nouvelle, celle d'un renouveau de l'Afrique grâce à ses robustes taux de croissance moyens. Depuis, la question la plus cruciale dont les observateurs et analystes débattent est de savoir si la région pourra continuer d'enregistrer une croissance aussi soutenue et d'améliorer le niveau de vie de ses habitants. Les opportunités qui découlent de son expansion démographique rapide (tout particulièrement la présence d'un vaste marché de consommateurs et d'une main-d'œuvre jeune et dynamique) contrastent fortement avec les structures actuelles des économies, qui se caractérisent, dans une large mesure, par leur dépendance vis-à-vis des produits primaires, par les failles de leur système éducatif (à la fois quantitativement et qualitativement) et par des indicateurs de développement qui restent faibles.² Comme l'ont suggéré certains observateurs,³ la croissance récente d'une partie de ces pays s'explique par le renchérissement des matières premières, et elle risque donc de se tasser sous l'effet de la baisse actuelle des cours de ces produits. D'autres considèrent que des politiques macroéconomiques plus saines et un environnement économique plus efficient sont décisifs pour une croissance plus durable en Afrique.⁴ De surcroît, l'Afrique est aujourd'hui bien plus stable

Graphique 2: Recul de la productivité en Afrique

Productivité du travail par personne, en dollars EU de 1990 (convertis en dollars de Geary Khamis à parité de pouvoir d'achat)



Source: The Conference Board, Total Economy Database™, à paraître, juin 2015, <http://www.conference-board.org/data/economydatabase>.

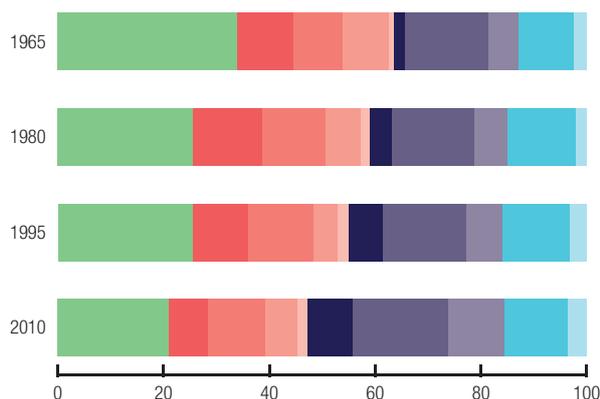
Note: L'**Asie du Sud-Est** englobe le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, Singapour, la Thaïlande et le Vietnam; l'**Afrique** englobe l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Maroc, le Mozambique, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la République démocratique du Congo, le Sénégal, le Soudan, la Tanzanie, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe; la région **Amérique latine et Caraïbes** englobe l'Argentine, la Barbade, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, la Jamaïque, le Mexique, le Pérou, la République dominicaine, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Venezuela; la **zone OCDE** englobe l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie.

et mieux gouvernée qu'à toute autre époque depuis son indépendance. Même s'il n'y a pas encore de consensus sur sa trajectoire économique, le débat souligne la diversité d'une région qui compte à la fois des économies diversifiées à revenu intermédiaire, telles que l'Afrique du Sud et Maurice, des États fragiles, comme le Burundi, et des pays tributaires de leurs ressources naturelles, dont le Tchad et l'Angola.

Le graphique 2 compare la productivité de la main-d'œuvre en Afrique, en tant que mesure indirecte de la productivité globale, à celle d'autres régions, sur les 50 dernières années. Bien que l'Afrique et l'Asie du Sud-Est soient toutes les deux parties de niveaux très bas, la main-d'œuvre de l'Asie du Sud-Est est devenue plus productive, convergeant vers la moyenne de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En revanche, non seulement l'Afrique est restée à la traîne, mais son écart de productivité avec l'Asie du Sud-Est s'est creusé entre 1960 et 2005. Cependant, la légère amélioration de sa productivité depuis le début des années 2000 est encourageante. Elle indique que la croissance économique repose de plus en plus sur la hausse de la productivité dans certains pays d'Afrique. D'après la base de données du Groningen Growth and Development Centre (GGDC), qui porte sur 10 secteurs d'activité⁵ (voir plus loin), ces gains de productivité ont été constatés dans de nombreux secteurs, y compris dans l'agriculture, mais ils ont été particulièrement

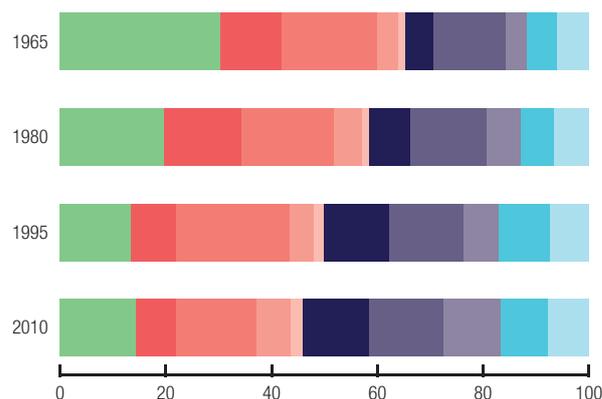
Graphique 3: Valeur ajoutée sectorielle par région, 1965–2010 (% de la valeur ajoutée totale)

3a: Afrique subsaharienne



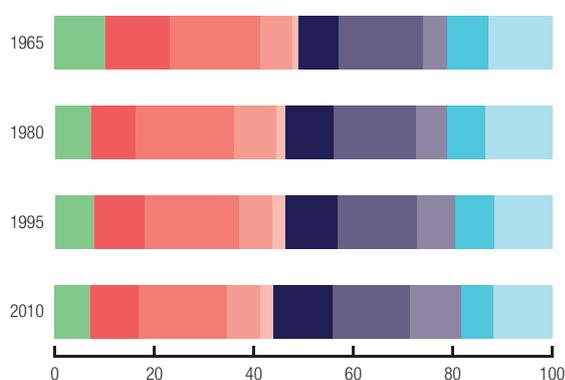
Note: L'échantillon des pays d'**Afrique subsaharienne** comprend l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Malawi (données de 1966 pour l'année 1965), Maurice (données de 1970 pour l'année 1965), le Nigéria, le Sénégal (données de 1970 pour l'année 1965), la Tanzanie et la Zambie.

3b: Afrique du Nord



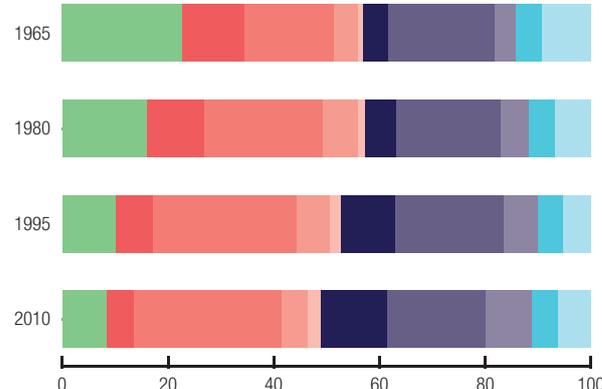
Note: L'échantillon des pays d'**Afrique du Nord** comprend l'Égypte et le Maroc.

3c: Amérique latine



Note: L'échantillon des pays d'**Amérique latine** comprend l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Mexique, le Pérou et le Venezuela.

3d: ASEAN



Note: L'échantillon des pays de l'**ASEAN** comprend l'Indonésie, la Malaisie (données de 1970 pour l'année 1965), les Philippines (données de 1971 pour l'année 1965), Singapour et la Thaïlande.



Source: Timmer et al., 2014.

Note: Ces 10 secteurs économiques sont classés d'après la CITI, rév. 3.1 comme suit: agriculture (A, B), mines (C), secteur manufacturier (D), services collectifs (E), construction (F), services aux entreprises (J, K), services commerciaux (G, H), services de transport et de communication (I), administrations publiques (L, M, N) et services aux particuliers (O, P). Pour la Bolivie, la Colombie, le Pérou, le Venezuela et Singapour, les données sur les services aux particuliers (O, P) incluent celles relatives aux services aux entreprises (L, M, N).

substantiels dans les services collectifs, les transports et les télécommunications.

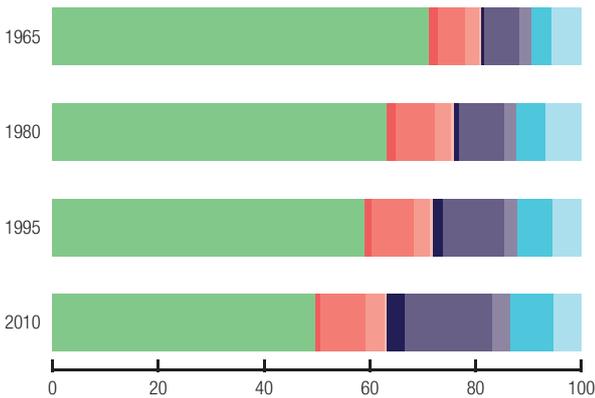
C'est pourquoi la *transformation structurelle*, définie ici comme la réorientation de l'activité économique des secteurs les moins productifs vers des secteurs plus productifs, constitue un moteur essentiel du développement économique.⁶ La transformation structurelle comporte deux dimensions: l'expansion d'activités nouvelles, plus productives, et le transfert des ressources des activités traditionnelles vers des activités plus sophistiquées.⁷ Mais existe-t-il des preuves

d'une réallocation intersectorielle de la main-d'œuvre en Afrique?

En Afrique, l'agriculture continue de jouer un rôle important en termes de valeur ajoutée, mais son recul au cours des quatre dernières décennies est largement contrebalancé par l'essor du secteur des services, tandis que l'industrie manufacturière est au point mort.⁸ Le graphique 3 illustre la composition de la valeur ajoutée dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, d'Afrique du Nord (Égypte et Maroc) et dans deux régions de référence: l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN)

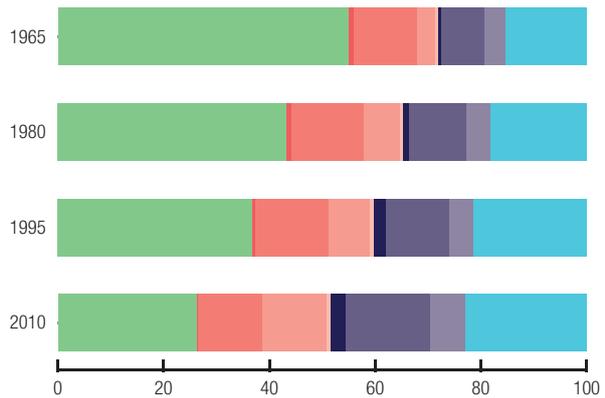
Graphique 4: Part dans l'emploi, 1965–2010 (% du total de l'emploi)

4a: Afrique subsaharienne



Note: L'échantillon des pays d'**Afrique subsaharienne** comprend l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya (données de 1969 pour l'année 1965), Maurice (données de 1970 pour l'année 1965), le Nigéria, le Sénégal (données de 1970 pour l'année 1965), la Tanzanie et la Zambie.

4b: Afrique du Nord



Note: L'échantillon des pays d'**Afrique du Nord** comprend l'Égypte et le Maroc.



Source: Timmer et al., 2014.

Note: Ces 10 secteurs économiques sont classés d'après la CITI, rév. 3.1 comme suit: agriculture (A, B), mines (C), industrie manufacturière (D), services collectifs (E), construction (F), services aux entreprises (J, K), services commerciaux (G, H), services de transport et de communication (I), administrations publiques (L, M, N) et services aux particuliers (O, P). Pour la Zambie, les données sur les services aux particuliers (O, P) incluent celles relatives aux services aux entreprises (L, M, N). Pour l'Égypte, les données sur les administrations publiques (L, M, N) incluent celles relatives aux services aux particuliers (O, P).

et l'Amérique latine. La base de données du GGDC permet une analyse plus granulaire de la valeur ajoutée.⁹ Concernant l'Afrique subsaharienne, on constate que, malgré une baisse significative de la part de la valeur ajoutée agricole dans le PIB sur les 40 dernières années (proche de 34 pour cent en 1965, cette part est tombée à 21 pour cent en 2010), tandis que celle du secteur des services a augmenté, représentant en 2010 près de 60 pour cent du PIB des 11 économies qui composent l'échantillon. C'est dans le commerce (hôtellerie-restauration, commerce de gros et de détail), les transports et communications et les services aux entreprises qu'elle a le plus progressé. Aujourd'hui, la part des services dans l'économie des pays d'Afrique subsaharienne est la même que dans les pays de l'ASEAN, même si les services marchands, en particulier les services aux entreprises, tiennent une place moins grande. Pour l'Afrique du Nord, les données indiquent une tendance analogue: au cours des 40 dernières années, la part de la valeur ajoutée dans l'agriculture a diminué de moitié, tombant de 30 à 15 pour cent, tandis que la part du secteur des services est passée de 35 à 55 pour cent. De même, on observe un recul de la valeur ajoutée manufacturière, qui est passée de 18 pour cent en 1965 à 15 pour cent en 2010. Ce qui diffère en Afrique du Nord par rapport à l'Afrique subsaharienne, c'est la part des services aux entreprises, qui, en valeur ajoutée, est proche de celle observée dans les pays de

l'ASEAN. Le chapitre 2.2 analyse plus en détail le rôle des exportations de services en Afrique, ainsi que leurs effets de diffusion en aval et en amont pour l'économie locale.

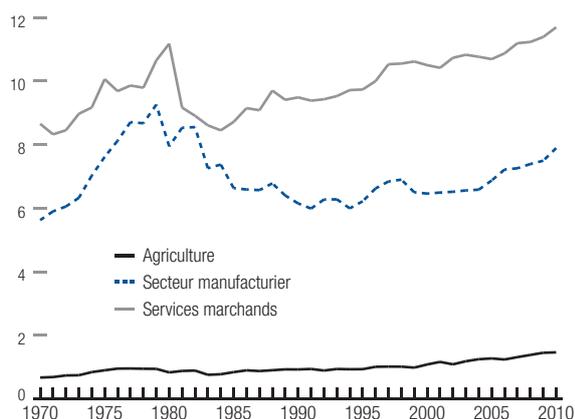
Les données mettent également en évidence le recul, attesté par de nombreuses analyses, de l'industrie manufacturière en Afrique subsaharienne par rapport aux pays de l'ASEAN. À l'heure actuelle, le secteur manufacturier représente à peine 11 pour cent de la valeur ajoutée globale en Afrique subsaharienne. Cette part est restée stable sur les dernières décennies, et elle est encore nettement inférieure à celle des pays de l'ASEAN, qui avoisine les 30 pour cent. Mais, alors, où les emplois sont-ils allés?

En Afrique subsaharienne, environ la moitié des emplois sont restés dans l'agriculture, bien que la main-d'œuvre ait quitté ce secteur au profit, surtout, du secteur des services, « contournant » le secteur manufacturier. Le graphique 4 illustre les parts de l'emploi dans l'agriculture, l'industrie et les services dans 11 pays d'Afrique subsaharienne et deux pays d'Afrique du Nord. La ventilation des données permet une analyse plus complète de la transformation structurelle.

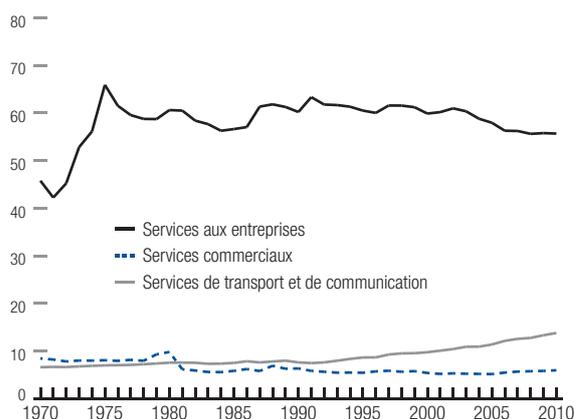
Quelques observations intéressantes s'en dégagent: en 2010, l'agriculture fournissait encore la moitié des emplois, en moyenne, malgré la diminution de sa part à la fois dans l'emploi et en valeur ajoutée (voir le chapitre 2.1 pour une étude approfondie de ce secteur).

Graphique 5: Productivité par travailleur, Afrique subsaharienne (en milliers de dollars EU, corrigés des PPA, prix de 2005)

5a: Productivité du travail dans trois secteurs



5b: Productivité du travail dans les services marchands



Source: de Vries et al., 2013; Timmer et al., 2014.

Notes: Les 10 secteurs de l'économie sont classés selon la CITI, révision 3.1, comme suit: agriculture (CITI, révision 3.1): A, B); mines (C); secteur manufacturier (D); BTP (F); services collectifs (E); services aux entreprises (J, K); services commerciaux (G, H); services de transport et de communication (I); administrations publiques (L, M, N); services aux particuliers (O, P).

L'agriculture englobe les catégories A et B, et le secteur manufacturier la catégorie D de la CITI, révision 3.1. Les services marchands correspondent à la somme des services aux entreprises (J, K), des services commerciaux (G, H) et des services de transport et de communication (I). Les chiffres correspondent à la productivité moyenne par travailleur, non pondérée, dans les pays suivants: Afrique du Sud, Botswana, Ghana, Kenya, Malawi, Maurice, Nigéria, Sénégal, Tanzanie et Zambie. Pour chacun de ces pays, on a calculé la productivité par travailleur d'après la valeur ajoutée en monnaie locale constante de 2005, extraite de la base de données du GGDC portant sur 10 secteurs et convertie en dollars EU constants de 2005 corrigés des PPA à l'aide du taux de change de 2005 et des PPA sectorielles à PPA provenant de la base de données sectorielles du GGDC relatives à l'Afrique.¹¹

Quant à la part de la valeur ajoutée manufacturière, elle est passée de 9,3 à 12,1 pour cent entre 1965 et 1980, et la part du secteur manufacturier dans l'emploi de 4,8 à 7,2 pour cent. Ces données indiquent qu'après leur indépendance, les pays d'Afrique se sont développés et la main-d'œuvre a quitté l'agriculture pour être absorbée par l'industrie manufacturière. En revanche, pendant la décennie suivante, l'industrialisation a stagné. Les graphiques 3 et 4 représentent ce que l'on a appelé communément « la phase de désindustrialisation » (1995–2010). Cette phase s'est caractérisée par la stabilité de la part dans l'emploi, mais par une baisse de la valeur ajoutée manufacturière. En effet, les données suggèrent que, sur cette période, les travailleurs ont quitté à la fois l'agriculture et l'industrie manufacturière pour rejoindre le secteur des services marchands, en particulier le commerce de détail, la distribution et d'autres services marchands, dont la part dans l'emploi a augmenté de 50 pour cent. De plus, on constate que le secteur minier ne procure qu'une part négligeable des emplois. On observe une tendance analogue dans l'échantillon composé des pays d'Afrique du Nord, du Maroc et de l'Égypte.

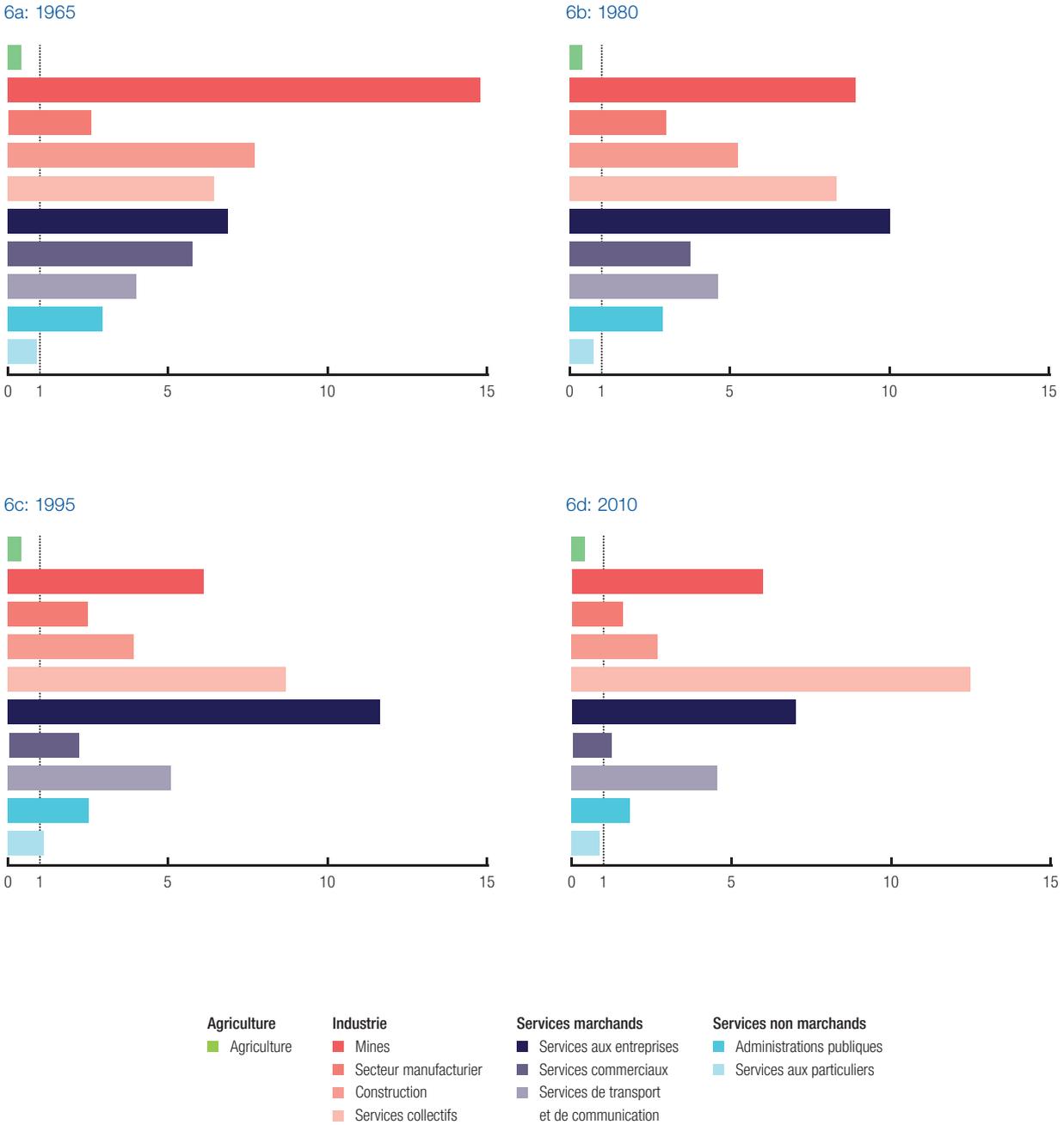
Cependant, tant dans l'agriculture que dans le secteur des services marchands, vers lequel la plupart des emplois se sont dirigés, la productivité du travail reste modeste. Le graphique 5a illustre pour l'agriculture cette faiblesse de la productivité, qui s'accroît toutefois progressivement,¹⁰ comme le montrera le chapitre 2.1. Le graphique 5b ventile la productivité entre plusieurs services marchands. Nous avons vu plus haut que les services marchands ont absorbé l'essentiel de la main-d'œuvre au cours des dernières décennies. Néanmoins, c'est ce secteur qui affiche aussi la productivité du travail la plus faible, et

qui tend à diminuer. Cette observation est confirmée par les graphiques 6a à 6d, qui illustrent la productivité relative de différents secteurs d'activité en Afrique subsaharienne, à savoir le ratio de la productivité du travail de secteurs spécifiques sur la productivité économique totale, à des intervalles de cinq ans commençant en 1965. Si la productivité relative apparaît plus élevée dans les services aux entreprises, elle décroît aussi dans ce secteur. Depuis 2000, outre la construction et les services collectifs, les principaux moteurs de la croissance de la productivité sont les services de transport et de communication. Aujourd'hui, avec les mines et les services aux entreprises, ces secteurs affichent en effet les plus hauts niveaux de productivité relative. Cependant, les services de transport, qui entrent pour une part significative dans le total des exportations de services de la plupart des pays du continent, ont peu de liens avec les autres exportations africaines (chapitre 2.2).

Globalement, les données suggèrent que, même si les travailleurs ont quitté l'agriculture au profit des services, c'est dans la plupart des cas pour occuper les emplois les moins productifs dans le commerce de détail et la distribution (petits commerces, hôtels et restaurants). Pour que le secteur des services soit une alternative viable à l'industrie manufacturière dans le processus de transformation structurelle de l'économie, il faut donc donner la priorité aux emplois très productifs liés aux services aux entreprises.

Qu'est-ce que cela implique pour l'Afrique? L'industrialisation est généralement considérée comme le moteur du développement économique. Cette perception est notamment corroborée par le développement rapide, tiré par l'industrie, de l'Asie de l'Est et du Sud-Est depuis les années 1960. En

Graphique 6: Productivité sectorielle relative, Afrique subsaharienne (productivité sectorielle relative, 1 = productivité totale de l'économie)



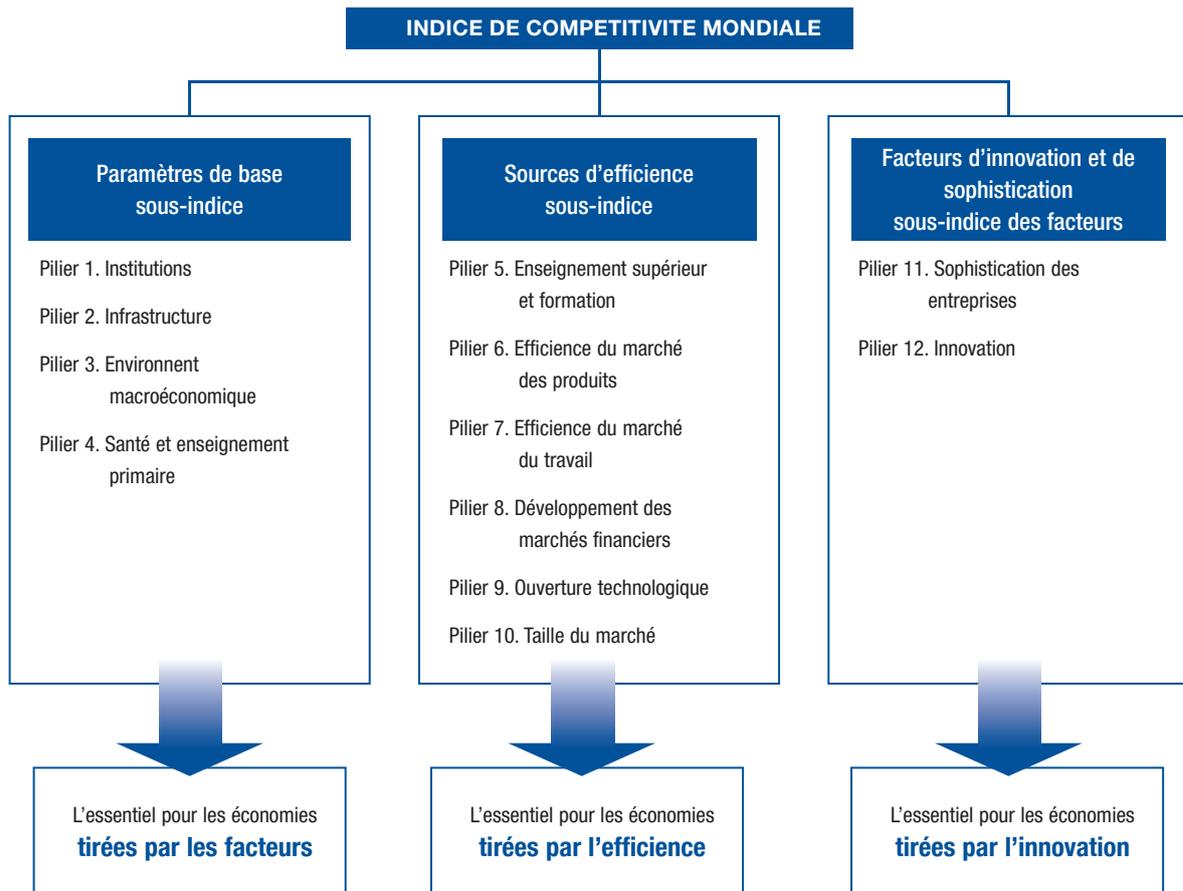
Source: Timmer et al., 2014.

Notes: Ces 10 secteurs économiques sont classés d'après la CITI, rév. 3.1 comme suit: agriculture (A, B), mines (C), industrie manufacturière (D), services collectifs (E), construction (F), services aux entreprises (J, K), services commerciaux (G, H), services de transport et de communication (I), administrations publiques (L, M, N) et services aux particuliers (O, P). L'échantillon des pays d'Afrique sub-Saharienne comprend le Botswana, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya (les données de 1969 ont été utilisées pour 1965), le Malawi (les données de 1966 pour 1965), Maurice (les données de 1970 pour 1965), le Sénégal (les données de 1970 pour 1965), l'Afrique du Sud, la Tanzanie et la Zambie. L'échantillon ne prend pas en compte le Nigéria, car ce pays enregistre une forte productivité dans le secteur minier et se trouve par conséquent à l'écart par rapport aux autres pays.

revanche, selon certains commentateurs, il est possible de contourner l'industrie manufacturière pour passer à des services à forte productivité, comme l'a fait l'Inde par exemple¹². D'autres doutent qu'il s'agisse d'une solution viable pour l'Afrique, étant donné que ce continent a un grand retard à rattraper et que la part des services aux entreprises dans l'emploi y est faible (graphique 4). Ils soulignent que, même en Inde, le secteur manufacturier dégage encore près de 20 pour cent de la valeur ajoutée totale, contre 11 pour cent en Afrique subsaharienne¹³.

De plus, les services aux entreprises très productifs ne représentent une part significative de la valeur ajoutée et de l'emploi que dans quelques économies avancées. Pour que ces services prospèrent, les pays doivent investir à long terme dans des systèmes d'enseignement supérieur et de formation généralisés et bien développés. Ils doivent aussi créer un environnement propice à l'investissement direct étranger (IDE) et au transfert de technologies. Ensemble, ces investissements et cet environnement rehausseront

Graphique 7: Cadre conceptuel de l'indice de compétitivité mondiale



Source: Forum économique mondial, 2014a.

l'attrait de la région et permettront l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales (chapitre 2.3). Pour que la prospérité soit partagée en Afrique, la plupart des secteurs devront devenir plus productifs.

L'indice de compétitivité mondiale (Global Competitiveness Index, GCI) vise à identifier les moteurs de la productivité nécessaires à une croissance économique soutenue. Il définit la *compétitivité* comme *l'ensemble des institutions, des politiques et des facteurs influant sur le niveau de productivité d'un pays*. À leur tour, les niveaux de productivité actuels et futurs déterminent le niveau de prospérité qu'une économie peut atteindre à moyen et long terme.

La mesure de la compétitivité est complexe. Pour y parvenir, le GCI examine 12 piliers distincts¹⁴: les institutions (publiques et privées), l'infrastructure, l'environnement macroéconomique, la santé et l'enseignement primaire, l'enseignement supérieur et la formation, l'efficacité du marché des produits, l'efficacité du marché du travail, les développements des marchés financiers, l'ouverture à la technologie, la taille du marché, la sophistication des entreprises et

l'innovation (graphique 7). Pour lever les obstacles à une croissance durable en Afrique, il importe d'améliorer la compétitivité dans ces 12 domaines.

Le GCI tient compte des différences de niveau de développement économique entre les pays et indique sur quoi les réformes doivent porter en priorité. Il distingue trois stades de développement. Au premier stade, le développement est *tiré par les facteurs de production* et la compétitivité dépend de la dotation en facteurs (main-d'œuvre non qualifiée et ressources naturelles principalement). La préservation de cette compétitivité nécessite des institutions publiques et privées qui fonctionnent bien (pilier 1), une infrastructure solide (pilier 2), un environnement macroéconomique stable (pilier 3) et une main-d'œuvre en bonne santé et instruite (pilier 4). À mesure que le développement engendre une hausse des salaires, les pays passent à un développement *tiré par l'efficacité* (le deuxième stade) et, pour rester compétitifs, ils doivent alors commencer à instaurer des processus de production plus efficaces et à améliorer la qualité de leurs produits. À ce stade, la compétitivité repose davantage sur

Tableau 1: Classification des pays d'Afrique en fonction de leur stade de développement

Stade	Pays d'Afrique	Autres pays au même stade de développement	Aspects essentiels pour la compétitivité
Stade 1 (développement tiré par les facteurs de production) PIB par habitant < 2 000 dollars EU	Bénin*, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Libéria*, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Tanzanie, Tchad, Zambie, Zimbabwe	Bangladesh, Nicaragua, Pakistan, Vietnam, Yémen	Paramètres de base (60%) et sources d'efficacité (35%)
Transition du stade 1 au stade 2 PIB par habitant 2 000–3 000 dollars EU	Algérie, Angola, Botswana, Gabon, Libye	Azerbaïdjan, Bolivie, Brunei Darussalam, Iran (République islamique d'), Venezuela	Paramètres de base (40–60%) et sources d'efficacité (35–50%)*
Stade 2 (développement tiré par l'efficacité) PIB par habitant 3 000–9 000 dollars EU	Afrique du Sud, Cabo Verde, Égypte, Maroc, Namibie, Swaziland, Tunisie	Afrique du Sud, Albanie, Belize, Chine, Colombie, Indonésie, Jordanie, Pérou	Paramètres de base (40%) et sources d'efficacité (50%)
Transition du stade 2 au stade 3 PIB par habitant 9 000–17 000 dollars EU	Maurice, Seychelles	Argentine, Brésil, Chili, Croatie, Malaisie, Mexique, Russie (Fédération de), Turquie	Paramètres de base (20–40%) et sources d'efficacité (50%) Facteurs d'innovation (10–30%)*
Stade 3 (développement tiré par l'innovation) PIB par habitant > 17 000 dollars EU		Allemagne, Rép. de Corée, Espagne, États-Unis, Norvège, Royaume-Uni	Paramètres de base (20%) et sources d'efficacité (50%) Facteurs d'innovation (30%)*

Sources: Forum économique mondial, 2014a, 2013b (Bénin et Libéria).

Note: On considère ici que les pays dont les exportations de ressources minérales représentent plus de 70 pour cent du total des exportations se trouvent à un stade de développement inférieur.

Voir la note 15 pour des informations plus détaillées.

* D'après le GCI 2014–2015.

l'enseignement supérieur et la formation (pilier 5), l'efficacité du marché des produits et des services (pilier 6), un marché du travail sans frictions (pilier 7), un marché financier développé (pilier 8), la capacité à utiliser les dernières innovations technologiques (pilier 9) et la taille du marché intérieur et étranger qui offre des débouchés aux entreprises du pays (pilier 10). Enfin, quand les pays atteignent le troisième stade, celui du développement *tiré par l'innovation*, ils ne peuvent verser des salaires plus élevés, et maintenir le niveau de productivité requis, que si leurs entreprises sont à même de rivaliser avec leurs concurrents en proposant des produits nouveaux et uniques en leur genre. À ce stade, la compétitivité des entreprises repose sur la production de biens ou de services nouveaux et différents grâce aux méthodes de management les plus sophistiquées (pilier 11) et à l'innovation (pilier 12).

Le GCI classe la plupart des pays d'Afrique dans la catégorie des économies tirées par les facteurs de production (tableau 1).¹⁵ ce qui indique que la première étape cruciale vers l'amélioration de leur productivité et de leur compétitivité consiste à renforcer leurs fondamentaux: ces économies doivent en priorité mettre en place des institutions et des politiques macroéconomiques saines, se doter d'une infrastructure adéquate et veiller à la bonne santé et à la formation de leur main-d'œuvre. C'est particulièrement important pour les cinq pays (Algérie, Angola, Botswana, Gabon et Libye) qui sont en train de passer au stade du développement tiré par l'efficacité et qui devront accroître leur efficacité pour préserver leur croissance¹⁶.

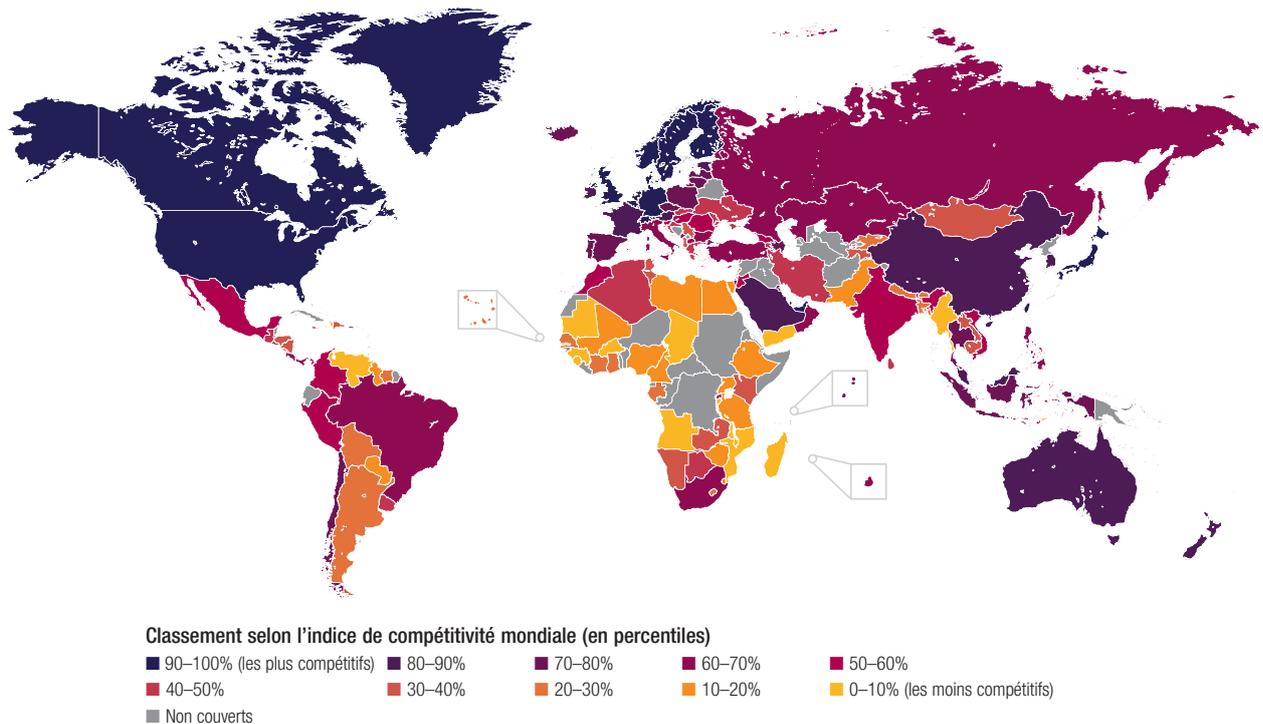
Sept autres pays d'Afrique en sont actuellement à ce deuxième stade de développement, où l'enseignement supérieur et l'efficacité des marchés (marché des produits, marché du travail et marché financier) jouent un plus grand rôle. Comme les Seychelles, Maurice opère actuellement une transition vers le stade du développement tiré par l'innovation. Si elles veulent devenir plus compétitives, ces petites économies ouvertes sur l'extérieur doivent redoubler d'efforts pour disposer d'une main-d'œuvre qualifiée et créer un environnement favorisant l'innovation et à même d'accueillir les nouvelles technologies. Il est essentiel de garder à l'esprit que les priorités définies par le GCI sont des orientations, et non des politiques gravées dans le marbre, et qu'une stratégie holistique doit prendre en compte le contexte et les problèmes spécifiques du pays.

La section qui suit évalue la compétitivité globale de l'Afrique. Pour permettre une analyse dans une perspective mondiale, elle compare aussi les performances de la région à celles d'autres régions et pays (Asie du Sud-Est, Amérique latine et Caraïbes et pays BRIC)¹⁷.

Pays étudiés

Comme dans le précédent *Rapport sur la compétitivité de l'Afrique*, l'édition de cette année se penche sur 38 économies africaines dont traite le Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015. L'échantillon est légèrement différent par rapport à édition précédente: deux pays (l'Angola et la Tunisie) ont été réintégrés dans

Graphique 8: Indice de compétitivité mondiale 2014–2015



Source: Forum économique mondial, 2014a.

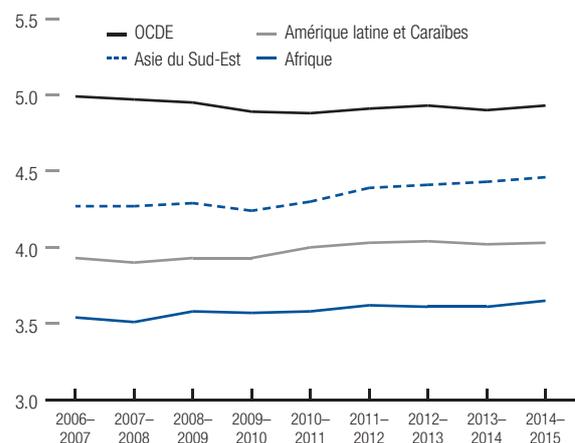
le GCI, et deux pays précédemment couverts (le Bénin et le Libéria) n'ont pas été inclus en 2014–2015 car les données collectées dans le cadre de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise n'étaient pas suffisantes. Pour des questions d'exhaustivité, les profils de compétitivité de ces pays sont présentés sur la base des données de 2013–2014 et signalés par un astérisque, dans la Partie 3.¹⁸

Performances de l'Afrique dans un contexte international

Malgré la vigueur de leur croissance récente, les économies d'Afrique sont, en moyenne, à la traîne du reste du monde en termes de compétitivité: dans l'échantillon sur lequel repose le présent *Rapport*, 15 des 20 pays les moins compétitifs sont africains. Le graphique 8 indique les « champions » de la compétitivité et les régions ou pays qui affichent de faibles résultats selon le GCI. Les 10 pays les plus performants apparaissent en bleu sombre. Pour les autres pays, les couleurs utilisées, plus chaudes plus les économies sont performantes, vont du violet foncé (deuxième meilleur groupe) au rouge-violet, à l'orange foncé, à l'orange et enfin, au jaune. Cette dernière couleur correspond aux pays les moins compétitifs d'après le GCI. Comme le montre la carte, une grande majorité des pays d'Afrique analysés dans ce *Rapport* font partie des économies les moins compétitives (orange à jaune). Hors de l'Afrique, seulement quatre pays d'Amérique latine (le Guyana, Haïti, le Paraguay et le Venezuela), trois d'Asie (le Myanmar, le Pakistan et le Timor-Leste) et un du

Moyen-Orient (le Yémen) enregistrent des résultats comparables. En revanche, sur le continent africain, l'Afrique du Sud, Maurice et le Rwanda (rouge bordeaux),

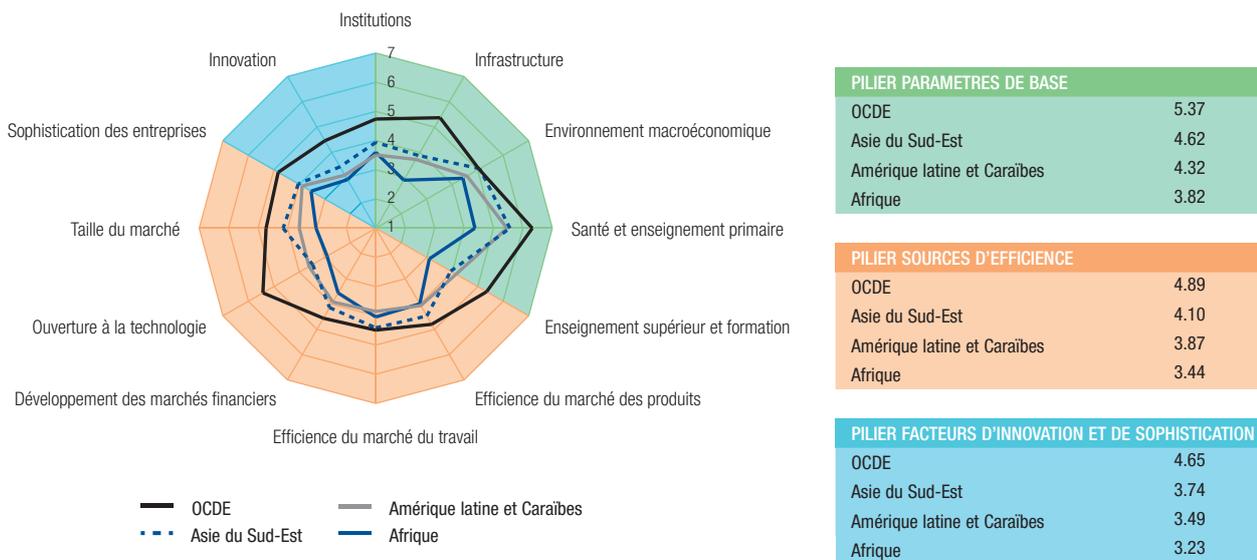
Graphique 9: Tendances du GCI, 2006–14
Scores GCI (1–7)



Source: Forum économique mondial, 2014a.

Note: L'**Afrique** (échantillon constant de 2006) englobe l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, l'Éthiopie, la Gambie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, l'Ouganda, la Tanzanie, le Tchad, la Zambie et le Zimbabwe; la région **Amérique latine et Caraïbes** (échantillon constant de 2006) englobe l'Argentine, la Barbade, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, le Guyana, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, Salvador, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Venezuela; l'**Asie du Sud-Est** (échantillon constant de 2006) englobe le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Timor-Leste et le Vietnam; la **zone OCDE** (échantillon constant de 2006) englobe l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Graphique 10: Comparaison entre les performances de l'Afrique et celles des autres régions, 2014–2015
Scores GCI (1–7)



Source: Forum économique mondial, 2014a.

Note: L'**Afrique** englobe l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Éthiopie, le Gabon, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, la Libye, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, le Rwanda, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, le Swaziland, la Tanzanie, le Tchad, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe; la région **Amérique latine et Caraïbes** englobe l'Argentine, la Barbade, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, la Costa Rica, la République dominicaine, le Guatemala, le Guyana, Haïti, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, Salvador, le Suriname, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Venezuela; l'**Asie du Sud-Est** englobe le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, le Myanmar, les Philippines, la RPD lao, Singapour, la Thaïlande, le Timor-Leste et le Vietnam; la **zone OCDE** englobe l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse, et la Turquie.

ainsi que le Botswana et le Maroc (rouge plus clair) sont relativement plus compétitifs.

Même si, depuis plus d'une décennie, l'Afrique bénéficie d'une croissance soutenue et persistante, sa compétitivité globale continue de stagner. C'est ce que montrent les différentes éditions du Rapport sur la compétitivité de l'Afrique Report depuis le premier rapport, paru en 1998. Le graphique 9 évalue les performances de 24 économies africaines incluses dans le GCI depuis 2006 par rapport à la moyenne OCDE (économies plus avancées). Ces performances sont également mesurées par rapport à celles de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique latine, deux régions plus comparables à l'Afrique étant donné leur stade de développement. Ainsi, alors qu'il était similaire à celui de l'Afrique dans les années 1960, le PIB par habitant de l'Asie du Sud-Est a ensuite augmenté bien plus rapidement que celui de l'Afrique subsaharienne (voir aussi le graphique 1), ce qui se reflète dans le niveau de compétitivité: la compétitivité globale de l'Afrique stagne et l'écart avec l'Asie du Sud-Est se creuse (graphique 9).

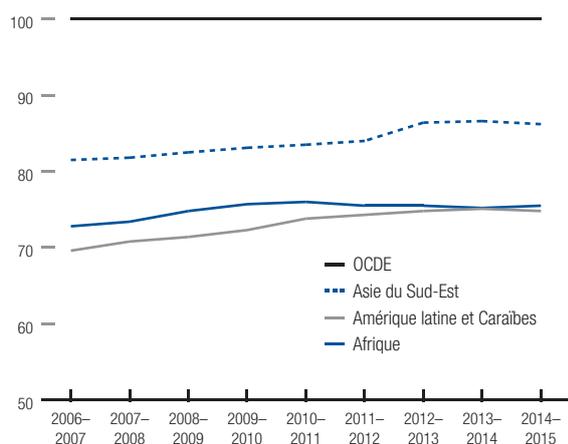
Dans l'ensemble, l'Afrique accuse un retard par rapport aux autres régions dans la mise en place des paramètres de base de la compétitivité, mais elle affiche de bonnes performances en ce qui concerne l'efficacité de son marché des produits, du travail et financiers. La comparaison de ses performances à celles d'autres régions plus

avancées permet de déterminer les forces et les faiblesses de l'Afrique. À cette fin, le graphique 10 compare les performances des 38 économies africaines qui composent l'échantillon de cette année à celles de régions de référence, sur un échantillon total de 144 pays, pour les 12 piliers de la compétitivité. Les résultats des économies africaines sont constamment inférieurs à la moyenne de l'Asie du Sud-Est pour ces 12 aspects. C'est au niveau des paramètres de base de la compétitivité que les écarts restent les plus critiques: institutions, infrastructure, éducation et qualifications.¹⁹ Ce constat est inquiétant car ces domaines sont actuellement les plus importants pour la compétitivité de ces pays, la majorité des pays africains étant classés dans la catégorie des économies tirées par les facteurs de production (tableau 1). Point plus positif, les marchés financiers, des produits et du travail de l'Afrique fonctionnent bien (à égalité ou quasiment à égalité avec ceux de l'Amérique latine). Néanmoins, la facilité à trouver et à quitter des emplois faiblement rémunérés et peu productifs n'améliorera pas la compétitivité. Il sera essentiel que l'Afrique s'appuie sur ses marchés relativement efficaces pour investir dans d'autres réformes qui lui permettront de réaliser des gains de compétitivité.

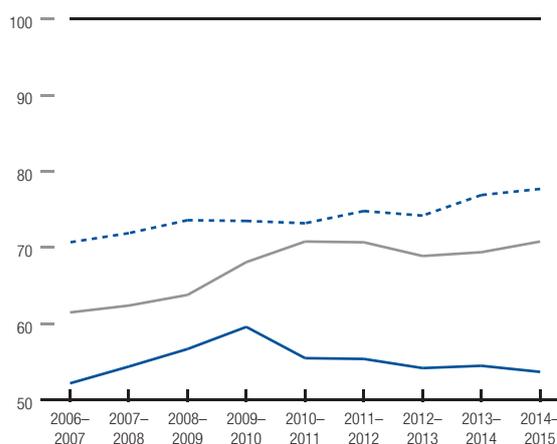
La fragilité des institutions locales est particulièrement préoccupante. Même si, dans ce domaine, les performances de l'Afrique sont

Graphique 11: Comparaison entre les performances de l'Afrique et celles des régions de référence (performances relatives, 100 = OCDE), pour certains piliers

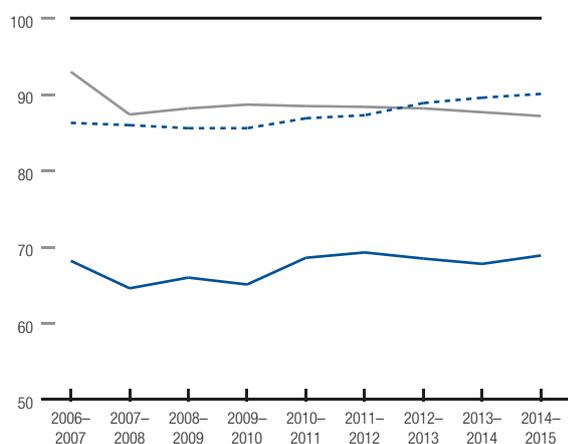
11a: Pilier Institutions



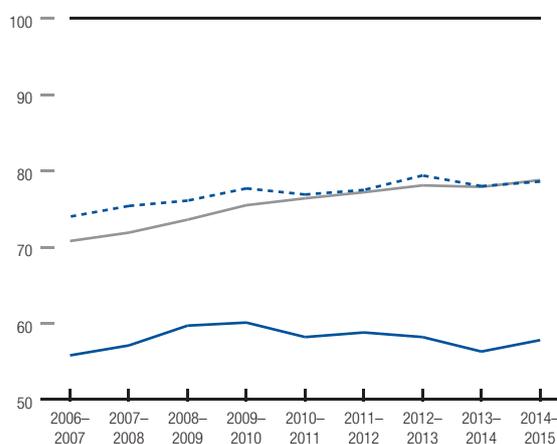
11b: Pilier Infrastructure



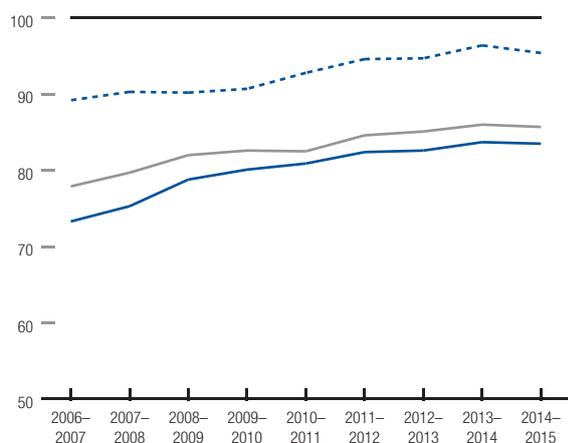
11c: Pilier Santé et enseignement primaire



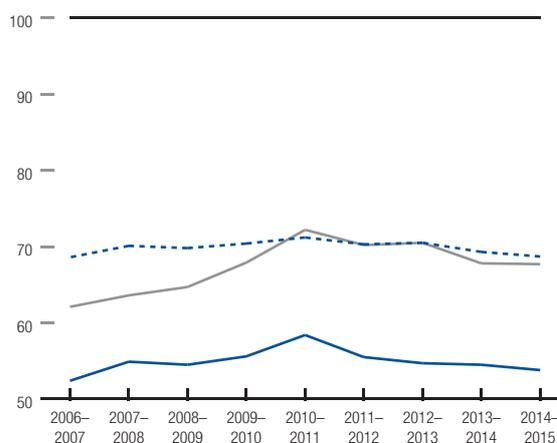
11d: Pilier Enseignement supérieur et formation



11e: Pilier Efficience du marché des produits



11f: Pilier Ouverture à la technologie



Sources: Forum économique mondial, *Rapport sur la compétitivité mondiale* (diverses éditions).

Note: L'**Afrique** (échantillon constant de 2006) englobe l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Égypte, le Maroc, le Botswana, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, l'Éthiopie, la Gambie, le Kenya, le Lesotho, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, l'Ouganda, la Tanzanie, le Tchad, la Zambie et le Zimbabwe; la région **Amérique latine et Caraïbes** (échantillon constant de 2006) englobe l'Argentine, la Barbade, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Salvador, le Guatemala, le Guyana, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, la République dominicaine, Trinité-et-Tobago, l'Uruguay et le Venezuela; l'**Asie du Sud-Est** (échantillon constant de 2006) englobe le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Timor-Leste et le Vietnam; la **zone OCDE** (échantillon constant de 2006) englobe l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie.

comparables à celles de l'Asie du Sud-Est et de la région Amérique latine et Caraïbes, les institutions de ces trois régions du monde reçoivent une note inférieure à 4 sur une échelle allant de 1 à 7. Les pays doivent donc redoubler d'efforts pour accroître les capacités de leur cadre institutionnel, car celui-ci influe de manière cruciale sur les autres dimensions de la compétitivité. D'après le GCI, la qualité des institutions se dégrade à la fois dans les pays de l'OCDE et dans les économies africaines, ce qui pourrait contribuer à expliquer pourquoi la compétitivité de l'Afrique semble stagner par rapport à celle de la zone OCDE (graphique 11a). En Afrique, cette situation serait principalement due à l'insécurité croissante et à l'efficacité moindre de l'État, deux composantes du sous-pilier relatif aux institutions publiques. Or, la solidité des institutions et de la gouvernance publiques constitue une importante condition préalable pour le développement économique. Dans ce contexte, leur affaiblissement, dont témoignent les chiffres disponibles, incite à se demander si les fondamentaux nécessaires à une croissance durable sont en place.

L'Afrique souffre d'un déficit infrastructurel persistant. Les données du GCI confirment, une fois de plus, ce grave déficit, qui empêche largement ce continent de profiter des effets bénéfiques de l'intégration régionale accrue. Ce thème est exploré dans l'édition 2013 du *Rapport sur la compétitivité de l'Afrique*.²⁰ La connectivité des marchés de l'Afrique sera impérative pour dynamiser les échanges intrarégionaux. Les données indiquent qu'à ce jour, le commerce intrarégional ne représente que 11,3 pour cent du total,²¹ et que les exportations de ressources minérales brutes restent largement prédominantes. Qui plus est, d'importants goulets d'étranglement, notamment le manque de fiabilité de l'alimentation électrique, empêchent le continent africain de passer à des activités à plus forte valeur ajoutée. L'Afrique (d'après un échantillon de 48 pays) produit autant d'électricité que l'Espagne, pour une population de près de 1,1 milliard de personnes, contre 49 millions en Espagne.²²

Les années 2006 à 2009 ont été prometteuses et semblaient annoncer une convergence progressive de la qualité des infrastructures africaines avec celle des pays de l'OCDE, mais c'est en réalité une divergence qui a été observée au cours des six dernières années (graphique 11b). Cette évolution est particulièrement inquiétante, étant donné que, pour l'instant, les infrastructures de l'Afrique sont plus de deux fois moins performantes que celles de la zone OCDE.²³ On estime que l'infrastructure nécessaire et sa maintenance représentent 10 pour cent du PIB annuel de l'Afrique subsaharienne.²⁴ À lui seul, le Plan d'actions prioritaires du Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA PAP) nécessitera 68 milliards de dollars EU d'investissements entre

2012 et 2020, associant 51 programmes d'importance régionale dans les secteurs des transports, de l'eau, de l'énergie et des technologies de l'information et des communications (TIC).²⁵ La stagnation de l'Afrique en matière d'infrastructures contraste fortement avec ce que l'on observe en Asie du Sud-Est et dans la région Amérique latine et Caraïbes, où les investissements ont réduit l'écart infrastructurel avec les pays de l'OCDE. Ainsi, par rapport à l'OCDE, l'Asie du Sud-Est a ramené son déficit infrastructurel de 30 pour cent en 2006 à 20 pour cent en 2014 (graphique 11b). L'un des plus grands défis à venir sera de concilier le financement public et les besoins d'investissement dans l'infrastructure. Cependant, une récente étude du FMI montre que le manque de fonds n'est pas toujours la cause première du sous-investissement dans l'infrastructure: dans nombre de pays, il semble qu'une trop faible capacité de réglementation et de mise en œuvre soit le principal frein.²⁶

L'Afrique n'exploite pas les possibilités offertes par son capital humain. C'est le constat le plus préoccupant. Toute la région affiche des performances insuffisantes pour l'éducation et la santé publique (graphiques 11c et 11d). La propagation des maladies transmissibles n'est pas enrayée dans certaines parties du continent, la mortalité des enfants est plus de deux fois plus élevée que dans la région Amérique latine et Caraïbes et qu'en Asie du Sud-Est, et l'espérance de vie est d'à peine 50 ans, en moyenne, contre plus de 70 ans dans ces deux régions de référence. De même, en Afrique, seul un enfant sur deux fréquente l'enseignement secondaire et tout juste un dixième d'une cohorte d'âge accède à l'enseignement supérieur, contre plus d'un tiers dans les régions de référence.

Il est urgent d'améliorer ces faibles niveaux d'instruction étant donné le problème que constitue le chômage des jeunes et ses conséquences potentiellement désastreuses. Des événements comme le Printemps arabe ont mis au jour les tensions qui peuvent se produire lorsque l'expansion démographique ne s'accompagne pas d'avancées économiques et sociales offrant aux habitants des conditions de vie décentes, des emplois et des opportunités de vivre mieux.²⁷ L'Afrique a déjà la population la plus jeune au monde; en 2020, d'après les projections, la moitié des Africains auront moins de 25 ans. Un rapport de la Banque mondiale estime qu'entre 2015 et 2035, les jeunes Africains de 15 ans seront chaque année un demi-million de plus que l'année précédente.²⁸ D'après les estimations, il faudra créer 18 millions d'emplois par an jusqu'en 2035 pour absorber ces travailleurs toujours plus nombreux.²⁹

Une main-d'œuvre instruite sera le facteur le plus important pour transformer les économies africaines et pour leur permettre d'exploiter leur dividende démographique. À court terme, l'absorption des

Encadré 1: L'initiative pour le développement des qualifications en Afrique

Toutes les parties prenantes devront agir de manière concertée pour remédier au problème du chômage et à l'écart qui ne cesse de se creuser entre l'offre et la demande de qualifications en Afrique. Même si c'est aux pouvoirs publics qu'il appartient de créer un environnement favorisant la création d'emplois de qualité et assurant l'accès à une éducation de qualité, il est crucial que les entreprises, la société civile, le système éducatif et le secteur de la formation s'attachent à déterminer des solutions et à les mettre en œuvre.

S'inscrivant dans le cadre du programme Global Challenge on Employment, Skills & Human Capital,¹ l'initiative pour le développement des qualifications en Afrique (Africa Skills Initiative) invite les différents participants au Forum économique mondial à unir leurs efforts pour comprendre les besoins actuels et à venir, ainsi que pour proposer des solutions. Elle s'appuie sur un ensemble d'outils analytiques, tels que l'indice de capital humain (Human Capital Index), qui évalue et compare les pays d'après leur capital humain; l'étude sur l'avenir des emplois (Future of Jobs), qui établit un diagnostic, secteur par secteur, des principales tendances et perturbations du marché du travail et de leurs effets sur l'emploi et sur les qualifications; et le portail Disrupting Unemployment, qui présente des solutions adoptées par des entreprises pour résorber le déficit de qualifications, encourager l'entrepreneuriat et développer le marché des talents. Sur la base de ce savoir, cette initiative vise à définir ce que l'on peut faire aujourd'hui pour mettre un terme à la crise du chômage tout en préparant l'avenir. Conduite par l'Africa Business Council, elle appelle les entreprises à s'engager publiquement à créer des emplois et à améliorer les qualifications de la main-d'œuvre sur une période de deux ans.

On peut tirer un certain nombre de leçons essentielles des solutions et des pratiques déjà mises en œuvre. Premièrement, des partenariats intersectoriels sont indispensables à l'élaboration de solutions évolutives. Parmi les initiatives les plus fructueuses, un partenariat explicite entre différents pans de la société est impératif étant donné la gravité de la situation actuelle.

Deuxièmement, dans un environnement perturbé, les interventions les plus efficaces sont celles qui sont axées sur le long terme, et non celles qui sont réactives ou qui s'appuient sur les réussites passées. Par exemple, les efforts destinés à proposer aux jeunes chômeurs des places d'apprentissage dans des catégories d'emploi traditionnelles ne sont pas forcément rentables pour l'entreprise ou pour les personnes concernées si ces catégories d'emploi risquent d'être obsolètes d'ici cinq ans. Les nouveaux métiers porteurs d'une forte croissance qui pourraient nécessiter de nouvelles formes d'apprentissage sont susceptibles d'offrir davantage d'opportunités.

C'est l'approche que la fondation Rockefeller a adoptée pour son programme Digital Jobs Africa, qui lutte contre les perturbations actuelles du marché de l'emploi en soutenant les opportunités d'emploi durables offertes par les technologies de l'information et des communications (TIC) et par la formation professionnelle des jeunes Africains.² En partenariat avec divers acteurs (secteur privé, pouvoirs publics, société civile et communauté du développement), ce programme permet aux jeunes d'accéder à des emplois liés au numérique, tout en renforçant et en affinant les qualifications transférables qui assureront leur résilience dans l'économie de demain.

Troisièmement, la technologie permet d'atteindre une masse critique. Ainsi, la Networking Academy du groupe Cisco³ travaille en partenariat avec des établissements d'enseignement et des organisations non gouvernementales, dans plus de 170 pays, pour proposer un programme de formation aux TIC qui combine des modules en ligne et hors ligne et qui est adapté aux besoins de différentes régions.

Quatrièmement, les initiatives qui exploitent des processus fondamentaux dans les entreprises et qui associent l'intérêt public et des intérêts privés donnent souvent des résultats excellents et pérennes. 5by20⁴, par exemple, est une initiative de The Coca-Cola Company qui permet aux femmes chefs d'entreprise d'accéder à la chaîne de valeur de ce groupe en surmontant les obstacles qu'elles rencontrent. Elle propose notamment des formations professionnelles, ainsi qu'un accès à des services financiers et à des réseaux de pairs ou de mentors.

Notes

- 1 Informations sur l'initiative Employment, Skills & Human Capital: <http://www.weforum.org/projects/employment-skills-and-human-capital>.
- 2 Informations sur le programme Digital Jobs Africa: <http://reports.weforum.org/disrupting-unemployment/digital-jobs-africa/>.

- 3 Informations sur la Networking Academy de Cisco: <http://reports.weforum.org/disrupting-unemployment/networking-academy/>.

- 4 Informations sur l'initiative 5by20: <http://reports.weforum.org/disrupting-unemployment/5by20/>.

nombreux nouveaux arrivants sur le marché du travail imposera de développer les secteurs à forte intensité d'emplois (chapitre 2.1). À plus long terme, pour progresser le long de la chaîne de valeur, vers des secteurs plus avancés (industrie manufacturière et services), tout en accroissant la productivité de ces secteurs, il faudra des investissements immédiats et substantiels dans l'éducation pour que la main-d'œuvre puisse être employée dans des processus de production plus sophistiqués. Or, les problèmes que rencontre l'Afrique pour former sa main-d'œuvre et pour améliorer ses compétences sont particulièrement préoccupants à l'heure où les travailleurs affluent

dans le secteur des services, qui représente une part substantielle de la valeur ajoutée et qui se caractérise par une faible productivité (du travail), comme nous l'avons vu plus haut. De plus, le taux de chômage élevé des jeunes qui ont fréquenté l'enseignement secondaire et supérieur, y compris dans les pays affichant un bon taux de scolarisation, tels que Maurice ou la Tunisie, est le signe d'une inadéquation entre le système éducatif et les besoins des employeurs. Les enquêtes auprès de ces derniers le confirment: 54 pour cent des employeurs africains affirment que les compétences des demandeurs d'emploi ne correspondent pas à leurs besoins, et 41 pour cent que les chômeurs ne sont pas,

Tableau 2: L'indice de compétitivité mondiale 2014–2015 des économies d'Afrique et des pays de référence

Économie	GCI 2014–2015			GCI 2013–2014
	Rang/144	Évolution	Score	Rang/148
Chine	28	↑	4.9	29
Maurice	39	↑	4.5	45
Fédération de Russie	53	↑	4.4	64
Afrique du Sud	56	↓	4.4	53
Brésil	57	↓	4.3	56
Moyenne Asie du Sud-Est			4.3	
Rwanda	62	↑	4.3	66
Inde	71	↓	4.2	60
Maroc	72	↑	4.2	77
Botswana	74	→	4.2	74
Algérie	79	↑	4.1	100
Moyenne Amérique latine et Caraïbes			4.0	
Tunisie	87	↓	4.0	83
Namibie	88	↑	4.0	90
Kenya	90	↑	3.9	96
Seychelles	92	↓	3.9	80
Moyenne Afrique du Nord			3.9	
Zambie	96	↓	3.9	93
Gabon	106	↑	3.7	112
Lesotho	107	↑	3.7	123
Ghana	111	↑	3.7	114
Sénégal	112	↑	3.7	113
Cabo Verde	114	↑	3.7	122
Côte d'Ivoire	115	↑	3.7	126
Cameroun	116	↓	3.7	115
Éthiopie	118	↑	3.6	127
Égypte	119	↓	3.6	118
Moyenne Afrique sub-Saharienne			3.6	
Tanzanie	121	↑	3.6	125
Ouganda	122	↑	3.6	129
Swaziland	123	↑	3.6	124
Zimbabwe	124	↑	3.5	131
Gambie	125	↓	3.5	116
Libye	126	↓	3.5	108
Nigéria	127	↓	3.4	120
Mali	128	↑	3.4	135
Madagascar	130	↑	3.4	132
Malawi	132	↑	3.2	136
Mozambique	133	↑	3.2	137
Burkina Faso	135	↑	3.2	140
Sierra Leone	138	↑	3.1	144
Burundi	139	↑	3.1	146
Angola	140	↑	3.0	142
Mauritanie	141	→	3.0	141
Tchad	143	↑	2.8	148
Guinée	144	↑	2.8	147

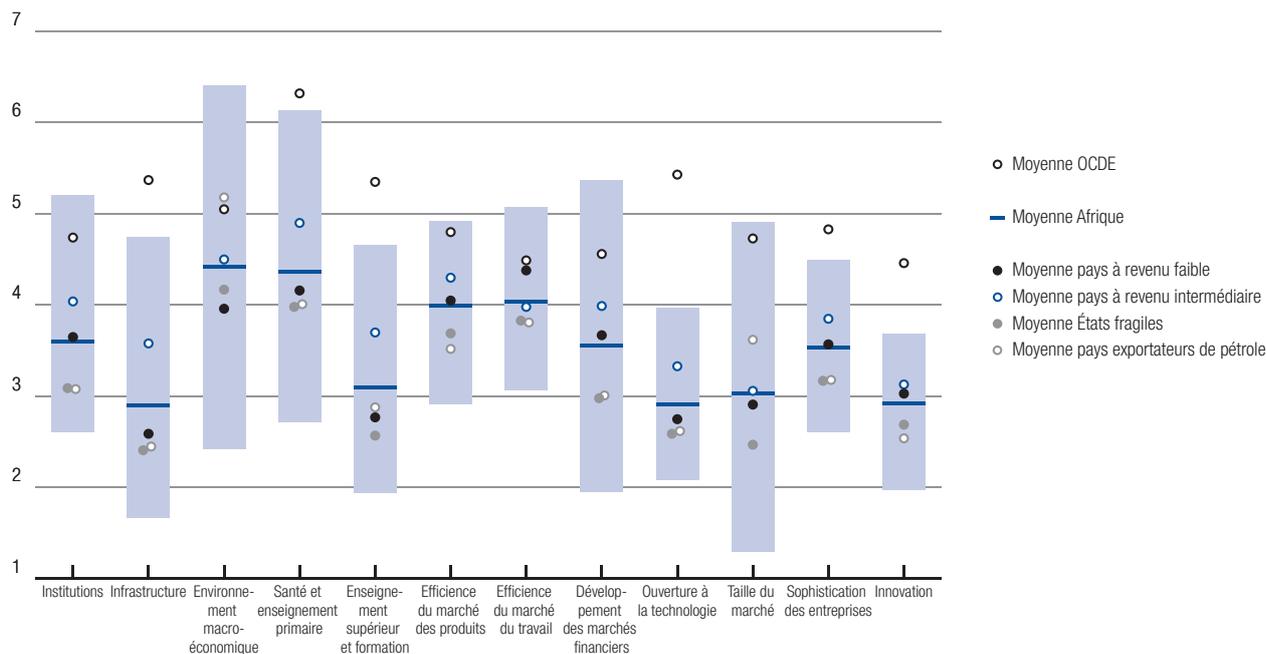
Sources: Forum économique mondial 2013b, 2014a.

en général, assez qualifiés.³⁰ L'éducation peut jouer un rôle encore plus essentiel en permettant au savoir des acteurs du secteur des ressources naturelles d'avoir des retombées positives sur l'économie nationale. Ce ne sera possible que si des efforts sont déployés pour améliorer les qualifications et les formations (encadré 1). En effet, l'adoption des nouvelles technologies et le renforcement du soutien à l'innovation sont appelés à gagner en importance dans la préservation de la compétitivité de l'Afrique.

Malgré la révolution de la téléphonie mobile en Afrique, la région dans son ensemble ne parvient pas à suivre le rythme des progrès technologiques rapides qui sont réalisés dans d'autres parties du monde. Le pilier du GCI relatif à l'ouverture à la technologie mesure l'agilité avec laquelle une économie adopte des technologies existantes pour rendre ses industries plus productives, et plus spécifiquement pour accroître sa capacité à mettre pleinement à profit les TIC. Cet aspect est particulièrement important étant donné l'évolution du rôle des TIC, lesquelles sont devenues des outils indispensables. En effet, elles représentent une part significative de la valeur ajoutée et de l'emploi dans les économies avancées, favorisent les gains d'efficacité et facilitent l'innovation transformative. Pour les pays en développement, par exemple, une augmentation de 10 pour cent du taux de pénétration de la téléphonie mobile est associée à une hausse de 0,8 pour cent du PIB par habitant, et une progression équivalente des réseaux à haut débit pourrait étoffer la croissance économique globale de 1,4 pour cent.³¹

Le taux d'abonnement à la téléphonie mobile pour 100 habitants a fait un bond spectaculaire dans les pays d'Afrique composant notre échantillon: à peine un dixième de la population était abonné en 2006, contre plus des quatre cinquièmes en 2014. C'est une expansion plus rapide que dans toutes les régions de référence. Néanmoins, les TIC restent, dans l'ensemble, une cible mouvante. Le graphique 11f montre que l'ouverture de l'Afrique à la technologie reste inférieure de 50 pour cent à celle des pays de l'OCDE. On constate une stagnation similaire par rapport aux économies avancées de la région Amérique latine et Caraïbes et de l'Asie du Sud-Est. La situation est encore plus défavorable en ce qui concerne l'utilisation des TIC, l'un des deux sous-piliers du pilier Ouverture à la technologie (annexe A): en Afrique, le taux d'utilisation des TIC est encore inférieur de 30 pour cent à celui mesuré dans la zone OCDE. À l'avenir, les économies africaines devront réaliser les investissements nécessaires pour renforcer l'infrastructure des TIC, mais aussi créer un environnement propice à la généralisation de ces technologies, ce qui renforcera les impacts économiques et sociaux.³²

Graphique 12: Dispersion des score GCI entre les différents groupes de pays d'Afrique et comparaison avec la zone OCDE
Score GCI (1-7)



En particulier, l'intensification de la concurrence sur les marchés des TIC sera vitale pour rendre ces technologies financièrement plus accessibles, pour améliorer la prestation des services et pour accélérer leur adoption. En Afrique subsaharienne, près d'un pays sur trois a déjà entièrement libéralisé son marché des TIC. Parmi ces réformateurs, on trouve non seulement des leaders régionaux, comme le Kenya, Maurice et le Nigéria, mais également des États fragiles et des pays qui font partie des moins avancés, par exemple le Burkina Faso, Madagascar et l'Ouganda. Les marchés ouverts à la concurrence facilitent le développement de l'utilisation des TIC et de la connectivité dans tout un pays. Dans l'échantillon de cette année, composé de 38 économies africaines, moins de 20 pour cent de la population a accès à Internet, contre près de 30 pour cent en Asie du Sud-Est et 50 pour cent en Amérique latine. L'Afrique a montré qu'elle pouvait proposer des modèles économiques novateurs dans ce domaine, tels que le système de paiement M-PESA, bien connu. Cependant, son avenir dépendra en partie de sa capacité à faire accéder une plus forte proportion de ses habitants à Internet et à réduire l'écart avec d'autres pays qui prennent rapidement de l'avance, tout particulièrement dans le cadre de la transition vers une économie de services. Comme nous l'avons vu plus haut dans ce chapitre, les données montrent qu'en Afrique subsaharienne, le secteur des transports et des

communications (qui inclut les TIC) enregistre l'une des plus fortes hausses de productivité. Là encore, une main-d'œuvre instruite et qualifiée sera nécessaire pour soutenir les entreprises performantes de la branche des TIC, accroître leur nombre et faciliter le passage à une économie de services à plus forte valeur ajoutée.³³

La stabilité macroéconomique s'améliore en Afrique depuis le précédent Rapport, car l'inflation est maîtrisée et la dette publique se maintient à environ 40 pour cent du PIB en moyenne. Mais la région doit rester vigilante en ce qui concerne sa stabilité macroéconomique.³⁴ D'importants risques de baisse persistent, par exemple un ralentissement de la croissance sur de grands marchés émergents qui sont les locomotives des économies africaines entraînerait de graves problèmes; les pays qui ont bénéficié d'entrées de capitaux pourraient ressentir les effets du relèvement des taux d'intérêt aux États-Unis; et les pays qui exportent de l'énergie pourraient pâtir du recul des cours du pétrole, qui sont à leur plus bas sur quatre ans. Cependant, étant donné sa faible intégration dans l'économie mondiale, l'Afrique n'a pas subi de plein fouet les répercussions de la crise mondiale (à l'exception de l'Afrique du Sud). Et même si une intégration plus poussée crée des opportunités, elle expose aussi davantage la région aux chocs extérieurs. De récents travaux du FMI indiquent qu'une accélération de la croissance dans les pays avancés ou émergents

Tableau 3: Dispersion des scores GCI 2014–2015 obtenus par les pays d'Afrique pour divers piliers
(Scores GCI 1–7)

Pays/économie	Indice de compétitivité mondiale	PARAMETRES DE BASE				SOURCES D'EFFICIENCE**					
		1er pilier: Institutions	2e pilier: Infrastructure	3e pilier: Environnement macro-économique	4e pilier: Santé et enseignement primaire	5e pilier: Enseignement supérieur et formation	6e pilier: Efficacité des marchés des produits	7e pilier: Efficacité du marché du travail	8e pilier: Développement des marchés financiers	9e pilier: Ouverture à la technologie	
Maurice	4,52	4,60	4,74	4,66	6,14	4,66	4,92	4,33	4,74	3,97	
Afrique du Sud	4,35	4,50	4,29	4,45	3,96	4,04	4,71	3,80	5,37	3,86	
Maroc	4,21	4,21	4,38	4,72	5,66	3,56	4,41	3,81	4,02	3,57	
Botswana	4,15	4,47	3,19	6,30	4,14	3,59	4,12	4,56	4,22	3,58	
Tunisie	3,96	3,70	3,80	4,03	6,00	4,28	4,03	3,51	3,35	3,38	
Namibie	3,96	4,19	4,17	4,62	4,63	3,23	4,13	4,31	4,43	3,42	
Seychelles	3,91	4,04	4,50	4,89	5,98	4,04	4,18	4,44	3,65	3,73	
Zambie	3,86	4,12	2,67	4,16	4,56	4,16	4,65	4,06	4,37	2,99	
Lesotho	3,73	3,86	2,77	5,69	4,03	3,23	4,24	4,16	3,27	2,37	
Ghana	3,71	3,85	3,03	3,38	4,46	3,46	4,34	3,94	4,15	3,11	
Sénégal	3,70	3,81	2,93	4,29	3,96	3,18	4,34	4,23	3,80	3,21	
Cabo Verde	3,68	3,89	3,14	4,11	5,96	3,91	4,01	3,59	3,36	3,54	
Égypte	3,60	3,41	3,20	2,96	5,37	3,27	3,95	3,08	3,19	3,21	
Swaziland	3,55	3,94	3,26	4,79	3,69	3,18	4,09	3,86	4,00	2,66	
Rwanda	4,27	5,21	3,14	4,62	5,52	2,98	4,62	5,08	4,26	3,14	
Kenya	3,93	3,73	3,27	3,73	4,55	3,77	4,40	4,68	4,77	3,48	
Éthiopie	3,60	3,46	2,49	4,36	4,82	2,63	3,84	4,15	3,33	2,46	
Tanzanie	3,57	3,49	2,26	4,06	4,86	2,45	3,90	4,39	3,72	2,51	
Ouganda	3,56	3,29	2,28	4,36	4,45	2,68	3,95	4,66	3,81	2,78	
Gambie	3,53	4,29	3,27	2,96	3,88	3,45	4,00	4,54	3,74	3,02	
Mali	3,43	3,18	3,15	4,48	3,33	2,70	4,07	3,89	3,32	2,86	
Malawi	3,25	3,74	2,21	2,42	4,42	2,57	4,03	4,63	3,82	2,41	
Mozambique	3,24	3,16	2,36	4,06	3,58	2,39	3,99	3,88	3,14	2,71	
Burkina Faso	3,21	3,28	2,01	4,55	3,18	2,42	3,81	4,22	3,14	2,49	
Sierra Leone	3,10	3,37	2,07	3,94	3,18	2,39	3,98	4,01	3,36	2,36	
Côte d'Ivoire	3,67	3,64	3,41	4,70	3,25	3,12	4,23	4,21	3,86	2,81	
Zimbabwe	3,54	3,31	2,54	4,48	4,99	3,18	3,58	3,25	3,44	2,95	
Madagascar	3,41	3,13	2,10	4,60	4,26	2,64	4,08	4,53	2,85	2,63	
Burundi	3,09	2,92	2,01	4,02	4,64	2,14	3,49	3,89	2,37	2,10	
Mauritanie	3,00	2,76	2,59	4,00	3,48	2,16	3,35	3,07	2,50	2,71	
Guinée	2,79	2,81	1,78	3,20	3,25	2,19	3,40	4,05	2,85	2,35	
Algérie	4,08	3,41	3,12	6,41	5,61	3,69	3,48	3,15	2,72	2,59	
Gabon	3,74	3,72	2,86	6,03	4,01	2,78	3,81	4,23	3,57	2,95	
Cameroun	3,66	3,53	2,47	4,45	4,70	3,22	3,99	4,11	3,51	2,76	
Libye	3,48	2,62	2,88	5,36	4,55	3,59	3,32	3,41	1,95	2,56	
Nigéria	3,44	3,01	2,13	4,62	2,97	2,88	4,19	4,53	4,06	3,02	
Angola	3,04	2,61	2,01	4,70	3,54	1,94	2,92	3,52	2,50	2,34	
Tchad	2,85	2,66	1,67	4,68	2,72	2,05	2,94	3,72	2,74	2,09	

■ [1.67–2.33] ■ [2.33–3.00] ■ [3.00–3.67] ■ [3.67–4.35] ■ [4.35–5.04] ■ [5.04–5.72] ■ [5.72–6.41]

Source: Forum économique mondial, 2014a.

Note: Le code couleur correspond aux scores maximum et minimum de l'échantillon. L'intervalle [x,y] inclut x mais exclut y.

* Exception faite du 10e pilier (taille du marché).

engendre des gains de croissance de même ampleur en Afrique subsaharienne, et vice versa.³⁵ L'amélioration de la compétitivité sera fondamentale pour attirer des investissements sur le long terme, et donc pour pérenniser la croissance.

Sur le marché des produits, les gains d'efficacité sont remarquables, et résultent

principalement de l'amélioration de la concurrence intérieure (graphique 11e). Dans l'échantillon constant du *Rapport*, qui se compose de 24 économies, le nombre de jours nécessaires à la création d'une entreprise, par exemple, a diminué de moitié: il est passé à moins d'un mois en 2014, contre environ deux mois en 2006. Selon une récente publication de

la Banque mondiale, c'est en Afrique subsaharienne que les réformes de la réglementation ont été les plus nombreuses en 2013. Plus des trois quarts des pays de cette sous-région ont amélioré les règles applicables aux entrepreneurs locaux.³⁶ La solidité de l'environnement économique est cruciale car elle déterminera le cadre dans lequel opèrera un secteur privé robuste et, partant, la création d'emplois; elle facilitera aussi l'IDE. Alors que les flux d'investissement internationaux sont au point mort partout, l'IDE a représenté 57 milliards de dollars EU en Afrique en 2013. Les investisseurs donnent la priorité au développement de l'infrastructure dans deux secteurs: les transports et les services collectifs. Le potentiel offert par un vaste marché intérieur, où les classes moyennes sont de plus en plus nombreuses, intéresse aussi les secteurs des services aux consommateurs, tels que les TIC, la finance, le tourisme et le commerce de détail. En revanche, le *Rapport sur l'investissement dans le monde 2014* montre que la part de l'IDE allouée au secteur primaire diminue progressivement en Afrique, tandis que celle qui va aux services associés à des projets entièrement nouveaux est en nette hausse.³⁷

L'écart de compétitivité de l'Afrique

Les chiffres agrégés masquent de grandes différences entre économies africaines. Maurice est le pays le plus performant du continent (39e place) et la Guinée le moins performant (144e), ce qui indique que la compétitivité n'est pas du tout homogène en Afrique. Le tableau 2 présente le rang de tous les pays d'Afrique couverts par le GCI et celui des régions et pays de référence. L'Afrique du Sud et Maurice, respectivement 56e et 39e, sont les champions africains et surpassent la moyenne de l'Asie du Sud-Est, alors qu'ils faisaient moins bien que cette région dans le dernier *Rapport* en date. Ils affichent de meilleurs résultats que le Brésil et l'Inde, deux économies émergentes. Ils sont suivis par un deuxième groupe de pays (Rwanda, 62e, Maroc, 72e, Botswana, 74e, et Algérie, 79e) plus compétitifs, en moyenne, que la région Amérique latine et Caraïbes. Un troisième groupe (Tunisie, Namibie, Kenya et Seychelles) se situe entre la moyenne de l'Amérique latine et celle de l'Afrique du Nord. Si l'Égypte (119e) et la Libye (126e) sont moins performantes que la moyenne de l'Afrique du Nord, plusieurs pays (Zambie, Gabon, Lesotho, Ghana, Sénégal, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Cameroun et Éthiopie) devancent la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

Ces grandes différences au niveau des performances globales des pays africains montrent que les écarts de compétitivité sont considérables entre pays et groupes de pays, et qu'il existe pas de modèle unique pour améliorer la compétitivité. D'après la classification établie par le FMI, on distinguera ici quatre groupes de pays africains: les exportateurs

de pétrole, les économies à revenu intermédiaire, les économies à revenu faible non fragiles et les États fragiles.³⁸ Le graphique 12 met en évidence les écarts intrarégionaux pour les 12 piliers de la compétitivité. Il représente la moyenne OCDE en tant que référence internationale (cercle noir) et la moyenne africaine (barre bleue). Pour compléter l'analyse, le tableau 3 fait apparaître le score de chaque pays. Cette classification vise à faciliter la discussion et à tirer des conclusions générales sur les forces et faiblesses de ces groupes de pays. Cette analyse générale a toutefois des limites et devrait donc être complétée par une analyse approfondie des problèmes et priorités spécifiques à chaque pays (voir les profils pays dans la Partie 3).³⁹

Deux facteurs essentiels pour la compétitivité, l'infrastructure (pilier 2) ainsi que la santé et l'enseignement primaire (pilier 4), souffrent des écarts de compétitivité les plus importants avec les autres régions (écarts interrégionaux). Ils sont aussi à l'origine des écarts intrarégionaux les plus substantiels entre les économies africaines les plus performantes et les moins performantes; ces écarts représentent plus de trois points sur l'échelle allant de 1 à 7 (graphique 12). Mais ces constats révèlent également l'existence de poches de qualité comparables à celles d'autres régions. Quelques pays ont obtenu des résultats encourageants dans certains domaines, tels que la santé et l'enseignement primaire, où, nous l'avons vu, l'Afrique est par ailleurs nettement à la traîne des régions de référence. Les petites économies ouvertes, comme Maurice, les Seychelles et le Cabo Verde, affichent des scores proches de 6 sur cette échelle, ainsi que quatre des cinq pays d'Afrique du Nord, qui obtiennent tous un score de plus de 5 (tableau 3). L'espérance de vie y est supérieure à 70 ans et le taux d'inscription dans le primaire dépasse largement 90 pour cent. Le graphique 12 et le tableau 3 donnent des informations supplémentaires sur les différences en termes d'infrastructure, qui atteignent des proportions analogues. Même si Maurice est le mieux classé dans ce domaine (42e), suivi par les Seychelles (53e), le Maroc (55e) et l'Afrique du Sud (60e), le score de la majorité des pays de l'échantillon est inférieur à 3 (sur 7). Celui de certains pays, dont la Guinée et le Tchad, est même inférieur à 2, témoignant du déficit infrastructurel considérable sur le continent africain.

En outre, on constate de fortes disparités intrarégionales dans les performances macroéconomiques et dans celles des marchés financiers. Certains pays d'Afrique ont un marché financier efficient. C'est tout particulièrement le cas de l'Afrique du Sud, au 7e rang mondial, du Kenya et de Maurice. A contrario, nombre d'économies se caractérisent par un marché financier rudimentaire, notamment deux pays d'Afrique du Nord: l'Algérie (137e) et la Libye (144e). Les déclarations des dirigeants d'entreprise, qui sont une majorité à considérer

Encadré 2: Comment améliorer la compétitivité des 20 pays riches en ressources naturelles les moins performants selon le GCI?

Même si leur PIB affiche en moyenne un taux de croissance plus élevé que celui des économies pauvres en ressources naturelles, les pays d'Afrique riches en ressources naturelles enregistrent des performances médiocres et nombre d'entre eux font partie des 20 économies qui occupent le bas du classement selon l'indice de compétitivité mondiale (GCI) 2014–2015. Parmi ces 20 économies, on trouve plusieurs pays africains riches en ressources naturelles, dont quatre pays exportateurs de pétrole (Angola, 140e, Tchad, 143e, Libye, 126e et Nigéria, 127e) et six pays exportateurs de ressources minérales (Guinée, 144e, Mali, 128e, Mauritanie, 141e, Mozambique, 133e, Sierra Leone, 138e et Zimbabwe, 124e), dont deux États fragiles (Guinée et Mauritanie). Leurs performances médiocres indiquent que ces pays ne savent pas utiliser les revenus qu'ils tirent de leurs ressources naturelles pour devenir plus compétitifs. En effet, malgré les opportunités offertes par les épisodes de renchérissement des matières premières, les données disponibles ne font état d'aucun gain de compétitivité, et le présent chapitre pointe une multitude d'obstacles qui ne sont pas encore levés.

Faute d'institutions solides, ces économies pâtissent de la corruption et d'un comportement de recherche de rente, ce qui nuit à leur compétitivité globale. Elles devront investir davantage et entretenir leur infrastructure afin de réduire les coûts indirects et d'améliorer la compétitivité de leurs entreprises. L'efficacité de l'environnement d'affaires passe par des formalités administratives moins lourdes et par le développement du secteur financier. Dans l'ensemble, ces pays souffrent du « syndrome hollandais »: l'appréciation du cours de change réel et le niveau des salaires y font peu à peu disparaître les industries d'exportation et les industries qui concurrencent les importations. C'est pourquoi les pouvoirs publics devraient encourager le développement du

secteur marchand et des produits marchands qui ne sont pas des ressources naturelles.

Actuellement, les chocs sur les cours des matières premières engendrent des problèmes supplémentaires qui accentuent les vulnérabilités macroéconomiques de ces pays et les empêchent de réaliser des investissements susceptibles d'améliorer leur compétitivité. La récente chute des cours du pétrole (recul de plus de 50 pour cent entre septembre 2014 et février 2015, avec un plancher à moins de 50 dollars EU le baril en janvier 2015) a nettement comprimé le revenu des économies pétrolières, lesquelles sont devenues encore plus vulnérables sur le plan macroéconomique.¹ Les exportations d'autres matières premières ont, elles aussi, diminué dans les mêmes proportions; le minerai de fer, par exemple, s'est déprécié de 51 pour cent entre janvier 2014 et février 2015. La baisse des recettes qui en résulte entraîne une détérioration de la situation budgétaire et de la position extérieure de ces pays, avec des effets délétères concomitants sur la capacité de dépense de l'État, ce qui limite les investissements publics dans des programmes qui amélioreraient la compétitivité.

À l'avenir, ces pays riches en ressources naturelles devront impérativement mettre en place les fondamentaux nécessaires à l'accroissement de leur compétitivité et à leur développement économique général. Le cabinet McKinsey estime qu'ils « devraient repenser leur stratégie économique autour de trois grandes priorités: étoffer leur secteur des ressources naturelles, en tirer des gains et les transformer en une prospérité à long terme ».² Cette réorientation nécessitera de renforcer les institutions et la gouvernance de ce secteur, l'infrastructure, la politique budgétaire et la compétitivité, de soutenir le contenu local et de déterminer comment utiliser le mieux possible la manne provenant des ressources naturelles afin de parvenir à un développement économique dont bénéficiera le plus grand nombre.

Notes

1 BAD 2014.

2 Dobbs et al. 2013, p. 26.

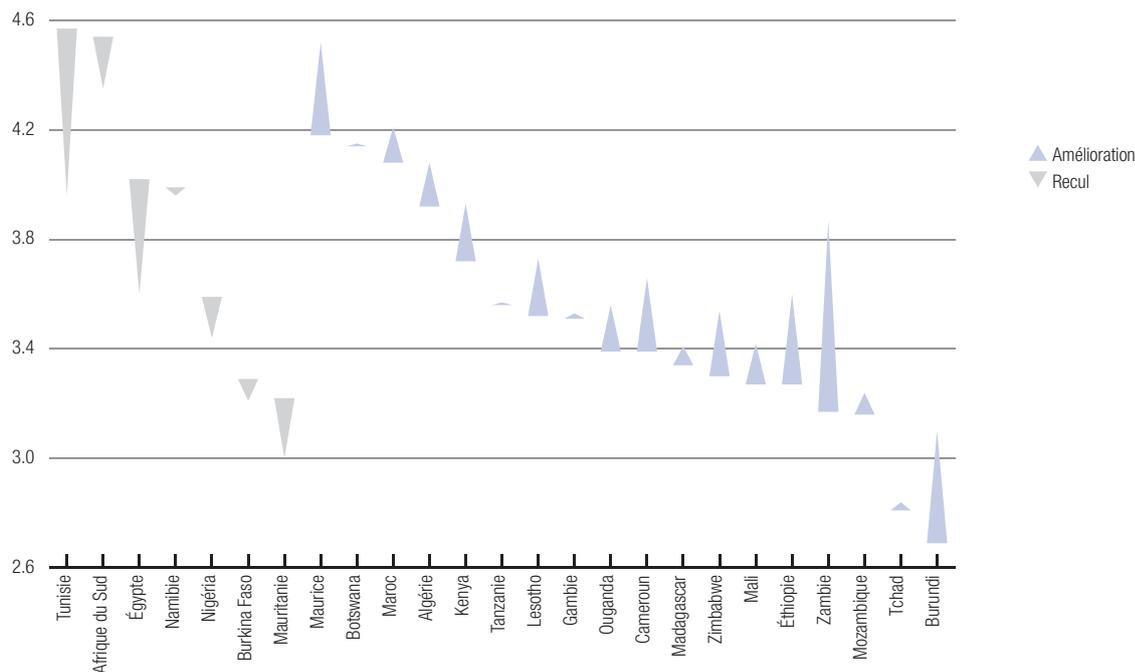
le manque d'accès au financement comme l'un des plus importants freins à leur activité (voir plus loin dans ce chapitre), illustrent cette inefficience des marchés financiers (graphique 14). La région souffre tout particulièrement de son incapacité à orienter l'épargne vers les investissements les plus productifs, ce qui l'empêche d'exploiter pleinement son potentiel de croissance. Les écarts de performances macroéconomiques s'expliquent dans une large mesure par les bons résultats des pays riches en ressources naturelles, tels que l'Algérie (11e), le Botswana (13e) et le Gabon (18e). Au moment de la collecte des données destinées à ce rapport, ces bons résultats étaient dus, en grande partie, à l'amélioration de la situation budgétaire de ces pays grâce aux revenus provenant de leurs ressources naturelles.⁴⁰ Parce qu'il peut dénoter une fragilité budgétaire, l'effondrement des cours mondiaux du pétrole, de plus de 50 pour cent (moins de 50 dollars EU le baril à la date de rédaction du présent rapport, contre 115 en juin 2014) aura des conséquences non négligeables pour certains des pays richement

dotés en ressources naturelles. En même temps, il permet aux pays importateurs d'énergie de supprimer les subventions ou de profiter de la dynamique politique pour rallier un soutien en faveur de réformes qui amélioreront la productivité.

L'analyse de la compétitivité indique que les pays exportateurs de pétrole et de gaz sont loin d'avoir mis en place les fondamentaux économiques requis pour leur compétitivité. Étant donné que la forte croissance de l'Afrique repose, en grande partie, sur l'abondance des gisements pétroliers et gaziers de ce continent, il faut déterminer si cette croissance sera durable, ce qui suscite beaucoup de débats. En moyenne, pour huit des 12 piliers de la compétitivité, les pays africains riches en pétrole et en gaz affichent des performances aussi médiocres que celles des États fragiles. Ils se caractérisent en particulier par des institutions fragiles, une infrastructure de piètre qualité ou inexistante, un environnement macroéconomique volatil, un faible niveau de capital humain et des marchés des facteurs et des produits peu efficaces.

Graphique 13: Évolution des performances des pays d'Afrique

Score GCI (1–7), comparaison entre l'édition 2015 et l'édition 2007 du Rapport



Source: Données du Rapport sur la compétitivité mondiale 2006–2007 (Forum économique mondial, 2006) et du Rapport sur la compétitivité mondiale 2014–2015 (Forum économique mondial, 2014a).

Même si l'on s'attend à trouver des institutions de piètre qualité dans les États fragiles, cette fragilité en dit long sur le fonctionnement des institutions dans les pays exportateurs de pétrole. En effet, si le Gabon dispose d'institutions relativement satisfaisantes (au 79e rang), la plupart des pays comparables se situent dans le bas du classement dans ce domaine: le Tchad (140e), la Libye (142e) et l'Angola (143e) occupent un rang similaire à celui des États fragiles comme le Burundi (132e), la Guinée (134e) et la Mauritanie (138e) (annexe C). Ces performances médiocres suscitent des doutes sur la capacité de ces pays à gérer avec efficacité les recettes qu'ils tirent de leurs ressources naturelles et à les réallouer à d'autres pans de l'économie pour créer les conditions d'une croissance plus diversifiée tout en évitant l'alternance de phases d'expansion et de phases de récession qui pourrait menacer la stabilité macroéconomique.

Outre ces carences institutionnelles, l'infrastructure est inadéquate dans tous les pays exportateurs de pétrole, qui sont constamment relégués au-delà du 100e rang dans ce domaine. De plus, la majorité de ces pays affichent un trop faible indice du développement humain corrigé des inégalités.⁴¹ Cette situation est préoccupante car ces économies vont devoir diversifier leur croissance pour que la richesse liée à leurs ressources naturelles profite à l'ensemble de leur population et que la croissance, en général, doit plus pérenne (voir l'encadré 3 pour une analyse de la croissance inclusive). La diversification requiert une main-d'œuvre qualifiée. Or, les classements montrent que l'éducation et le développement des compétences

restent insuffisants dans les pays exportateurs de pétrole: le Tchad est classé dernier (au 144e rang) pour la santé et l'enseignement primaire et, avec un score de 2,1, il arrive à l'avant-dernière place pour le pilier relatif à l'enseignement supérieur (143e). Par ailleurs, le marché des produits et le marché du travail restent très inefficients. Par exemple, même si le marché des produits a indéniablement gagné en efficacité, il est frappant de constater que la majorité des pays d'Afrique qui exportent du pétrole et du gaz continuent de faire partie des 30 économies du monde les moins performantes.

L'encadré 2 élargit l'analyse à tous les pays africains riches en ressources naturelles qui affichent un faible score selon le GCI car, à l'instar de ceux qui disposent de vastes gisements de pétrole et de gaz, beaucoup de pays possédant des ressources minérales se caractérisent par un revenu faible, des fragilités et un manque de compétitivité. D'après la définition du FMI, les *pays riches en ressources naturelles* sont les pays dont les exportations d'énergie entrent pour 30 pour cent dans le total des exportations, et les exportations de ressources minérales pour 25 pour cent, ou les pays où plus de 20 pour cent des recettes publiques sont constitués par les recettes issues des ressources naturelles. Sur la base de cette définition, l'Afrique compte 22 pays riches en ressources naturelles (20 en Afrique subsaharienne et 2 en Afrique du Nord). Le McKinsey Global Institute définit, lui, les *pays dont la croissance est tirée par les ressources naturelles* comme les pays répondant à un moins l'un des trois critères suivants: (1) les exportations de ressources

Encadré 3: Mesurer la croissance inclusive

L'Afrique a enregistré une forte croissance économique au cours de la dernière décennie, mais la répartition inégale des bienfaits de cette croissance fait obstacle au recul de la pauvreté et à l'amélioration du niveau de vie. Dans nombre de pays de la région, l'écart entre riches et pauvres se creuse au lieu de se réduire, le chômage des jeunes augmente et la majeure partie de la population n'a toujours pas accès aux services de base. La part de la richesse détenue par le décile de revenus supérieur a augmenté ces dernières années, et le continent africain occupe le deuxième rang mondial en termes de concentration de la richesse.¹ Dans ce contexte, des cadres analytiques et des solutions reposant sur des données factuelles sont de plus en plus nécessaires pour remédier à ces problèmes et pour permettre à la croissance d'améliorer le niveau de vie et de bénéficier à l'ensemble de la population.

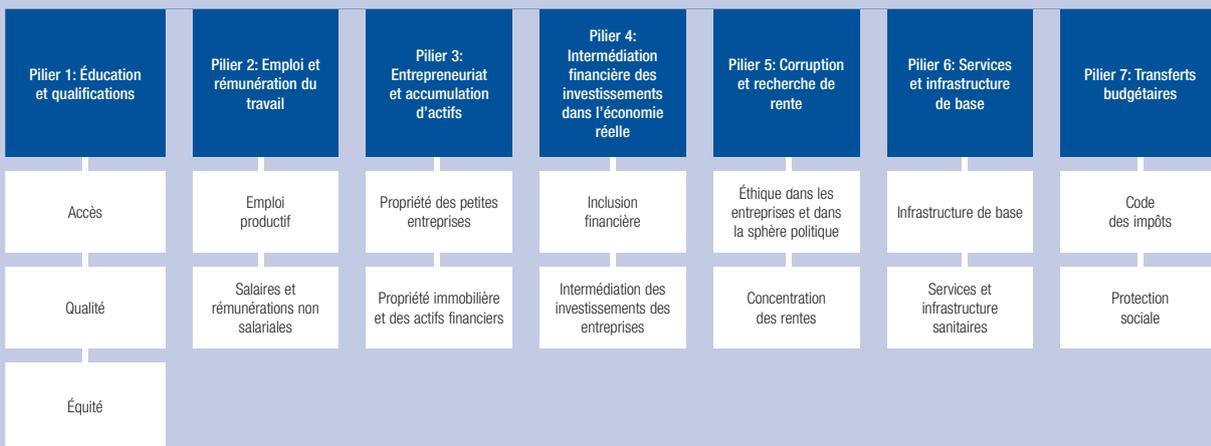
La communauté internationale a largement avancé dans la définition de la croissance inclusive, grâce aux travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de la Banque mondiale et des banques de développement régionales. Selon l'une des définitions les plus largement acceptées, une *croissance inclusive* est une croissance de la production qui se maintient d'une décennie sur l'autre, qui concerne tous les secteurs de l'économie, qui crée des opportunités d'emploi pour la majeure partie de la population d'un pays et qui atténue la pauvreté.² Pour qu'il y ait croissance, il faut aussi commencer par réduire les inégalités de revenus qui sont excessives. De fait, des données toujours plus nombreuses montrent que les inégalités sapent la croissance.³ En résumé, la croissance inclusive dépend à la fois du rythme et de la trajectoire de la croissance économique.⁴

Les travaux du Forum économique mondial qui portent sur la croissance inclusive cherchent à apporter une meilleure réponse au problème des inégalités, via une analyse comparative qui détermine dans quelle mesure les pays mettent en œuvre le large éventail de politiques incitatives et de mécanismes institutionnels qui amélioreront rapidement les conditions de vie de la plupart de leurs habitants. Le cadre pour la croissance inclusive et le développement que le Forum économique mondial a élaboré comporte six

domaines d'action et treize sous-domaines (graphique A). Il définit une large palette d'incitations et de mécanismes institutionnels propices à une croissance inclusive. Il s'agit notamment de créer un environnement favorisant la formation de capital humain, de renforcer les interactions entre les salaires et les gains de productivité, d'encourager l'entrepreneuriat et l'investissement, d'inciter les entreprises et la sphère politique à un comportement plus éthique, de promouvoir la parité entre les sexes, de repenser la politique budgétaire (régime fiscal et protection sociale) et d'améliorer l'infrastructure et les services publics.

Une version de test de l'outil d'évaluation comparative proposé par le Forum économique mondial et les résultats de l'analyse seront publiés au début de l'automne 2015 dans le cadre d'une série de dialogues entre experts et décideurs des secteurs public et privé, dans différents domaines et pays, sur la base de discussions reposant sur des données factuelles. Il s'agit de mieux évaluer comment, à l'intérieur d'une société, le souhait d'adopter un modèle de croissance et de développement économiques plus inclusif peut conduire à l'élaboration d'une stratégie nationale ou régionale concrète. Ces efforts sont en grande partie déployés avec l'appui des organisations partenaires du *Rapport*: les programmes d'appui aux stratégies des pays, qui ciblent prioritairement les 40 pour cent les plus pauvres de la population en vue d'atteindre le double objectif défini par la Banque mondiale pour une croissance inclusive à l'horizon 2030 (l'autre grand objectif consiste à ramener le taux d'extrême pauvreté (< 1,25 dollar EU en PPA) à 3 pour cent de la population mondiale). Dans le cadre de sa Stratégie décennale pour 2013-22, la Banque africaine de développement a pour objectif premier de promouvoir une croissance plus inclusive, qui conduira non seulement à l'égalité de traitement et à l'égalité des chances, mais aussi à un net recul de la pauvreté et à une progression correspondante de l'emploi. Pour y parvenir, la Banque africaine de développement accorde une attention particulière aux États fragiles, à l'agriculture et à la sécurité alimentaire, ainsi qu'à l'égalité entre hommes et femmes.⁵

Graphique A: Cadre d'évaluation comparative de la croissance inclusive et du développement



Source: Forum économique mondial, 2015d, à paraître.

Notes

- 1 Credit Suisse Research Institute 2014 [Institut de recherche du Crédit suisse].
- 2 Commission on Growth and Development 2008 [Commission sur la croissance et le développement 2008]; lanhovichina & Lundstrom 2009.

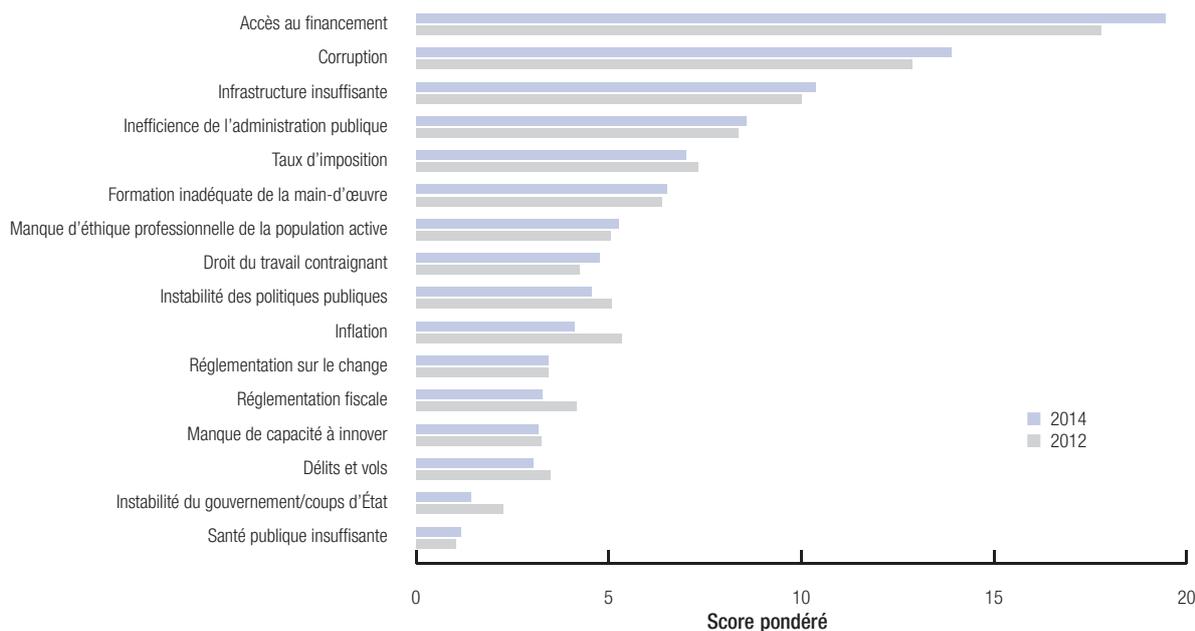
3 Berg & Ostry 2011; Ostry et al. 2014.

4 lanhovichina & Lundstrom Gable 2012.

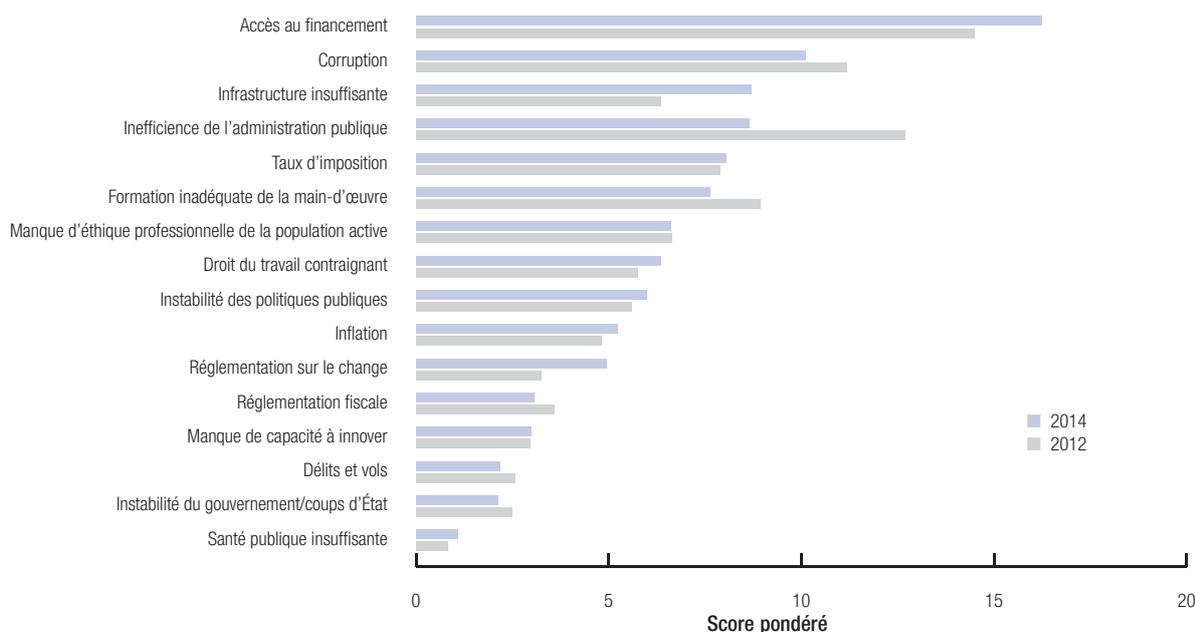
5 BAD 2013. La Stratégie décennale énonce également cinq priorités opérationnelles pour améliorer la qualité de la croissance en Afrique: (1) développement de l'infrastructure, (2) intégration économique régionale, (3) développement du secteur privé, (4) gouvernance et reddition de comptes, et (5) qualifications et technologie.

Graphique 14: Principaux obstacles à la pratique des affaires (comparaison entre les scores de 2012 et de 2014)

14a: Afrique subsaharienne



14b: Afrique du Nord



Source: Forum économique mondial, Enquête auprès des dirigeants d'entreprise, 2012, 2014.

Note: Les répondants devaient, en s'appuyant sur la liste des facteurs ci-dessus, citer les cinq principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Sur les graphiques, les barres correspondent aux réponses pondérées en fonction du classement de chaque facteur.

naturelles sont entrées pour au moins 20 pour cent dans le total des exportations en 2011; (2) en moyenne, les ressources naturelles ont contribué à plus de 20 pour cent des recettes publiques entre 2006 et 2010; et (3) la rente tirée des ressources naturelles a représenté plus de 10 pour cent du PIB en 2010 ou sur l'année la plus récente pour laquelle on dispose de données.⁴² Cette définition ajoute huit pays sur la liste des économies africaines riches en ressources naturelles. Neuf des 20 premiers pays d'Afrique subsaharienne riches en ressources naturelles sont classés parmi les économies à revenu faible, avec un PIB par habitant

inférieur à 1 025 dollars EU; seule la Guinée équatoriale est considérée comme un pays à revenu élevé; quelques autres, dont l'Afrique du Sud, le Botswana et la Namibie, font partie des pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure.⁴³

Dans l'ensemble, les pays à revenu faible ont gagné en compétitivité depuis l'édition 2013–2014 du GCI. Ceux d'entre eux qui ne sont pas fragiles occupent un rang intermédiaire ou le bas du tableau dans les classements, du Rwanda (62e) à la Sierra Leone (138e). Il s'agit d'un groupe diversifié, qui se compose de tous les pays à revenu faible non classés parmi les

exportateurs de pétrole ou les États fragiles, et dont le « développement économique peut s'expliquer par des facteurs économiques plus classiques ».44 Globalement, ce groupe enregistre de meilleurs résultats à la fois par rapport aux économies pétrolières et par rapport aux États fragiles, pour la plupart des piliers. C'est tout particulièrement au niveau de la qualité des institutions et de l'efficacité du marché des produits, du marché du travail et du marché financier que l'écart est le plus flagrant. Ainsi, le Kenya (24e) et le Rwanda (55e) sont dotés d'un marché financier plus efficace que celui de leurs pairs. De même, le Rwanda et la Gambie disposent d'un cadre institutionnel relativement satisfaisant, qui leur vaut respectivement la 18e et la 44e place dans ce domaine, et qui rehausse la moyenne de ce groupe dans lequel le Mali ferme la marche, au 126e rang. Dans ce groupe, une majorité de pays ont un marché du travail relativement efficace. Comme l'indique le tableau 3, le Rwanda, le Kenya et l'Ouganda sont en tête des économies africaines pour ce pilier, dont plus des deux tiers apparaissent dans la moitié supérieure des classements mondiaux. En revanche, une majorité de pays d'Afrique à revenu faible affichent des résultats médiocres en matière d'infrastructure, d'éducation et d'ouverture à la technologie, ce qui les place dans le tiers inférieur des classements mondiaux concernant ces domaines.45

Les pays d'Afrique à revenu intermédiaire ont, en moyenne, des performances comparables à celles d'autres régions, telles que la région Amérique latine et Caraïbes, car ils ont mis en place les paramètres de base de la compétitivité. Par rapport à tous les autres groupes de pays, ils doivent relever un ensemble de défis plus complexe et plus hétérogène s'ils veulent améliorer leur compétitivité. Ces pays devront se doter des fondamentaux qui leur permettront de passer à des activités à plus forte valeur ajoutée. Cependant, on observe d'importants écarts de performances à l'intérieur de ce groupe: Maurice est le mieux classé, à la 39e place, tandis que le Swaziland occupe le bas du classement, à la 123e place. Et malgré des institutions de meilleure qualité que celles de leurs pairs africains, ces pays obtiennent tout juste le score intermédiaire pour ce pilier (4, sur une échelle allant de 1 à 7). Comme noté plus haut, en général, ils disposent déjà d'une infrastructure plus solide que celle de leurs pairs (exception faite de la Zambie, du Lesotho et du Sénégal, qui obtiennent un score de 3 sur l'échelle allant de 1 à 7), ainsi que d'un marché des produits et d'un marché financier particulièrement performants. Pour progresser, les entreprises doivent pouvoir puiser dans un réservoir de talents. Or, ce n'est pas possible dans la plupart des économies à revenu intermédiaire: à quelques exceptions près, celles-ci figurent dans la moitié inférieure des classements en ce qui concerne leur capacité à exploiter pleinement le potentiel de leurs ressources humaines. Ainsi, l'Afrique du Sud n'apparaît

qu'au 113e rang pour l'efficacité de son marché du travail et affiche un taux d'inscription à l'université de seulement 19 pour cent, contre 94 pour cent aux États-Unis et 99 pour cent en République de Corée.46 À l'avenir, l'amélioration des niveaux d'études et l'adaptation de l'éducation aux besoins du secteur privé, ainsi que la flexibilisation du marché du travail, seront des facteurs cruciaux pour la transformation structurelle nécessaire.

Bilan de la compétitivité de l'Afrique hier et aujourd'hui: la compétitivité de l'Afrique sur la dernière décennie

Le graphique 13 présente les gains de compétitivité réalisés en 2006 et en 2014. Pour compléter cette analyse, l'annexe D montre l'évolution des performances des 24 pays d'Afrique qui font partie de l'échantillon constant et qui sont classés dans différentes catégories: États fragiles, pays à revenu intermédiaire ou faible et pays exportateurs de pétrole.47

Les pays d'Afrique à revenu intermédiaire et ceux qui exportent du pétrole affichent des résultats contrastés en ce qui concerne l'amélioration de leur compétitivité en neuf ans. C'est à Maurice et en Zambie que la compétitivité a le plus progressé. En revanche, l'Afrique du Sud, l'Égypte et la Tunisie ont subi des pertes de compétitivité, les deux derniers pays à la suite du Printemps arabe. Les données indiquent que l'économie actuellement la plus performante de la région, Maurice (classée 39e, rang occupé par l'Afrique du Sud il y a deux ans), a réalisé des gains de compétitivité impressionnants en lançant des réformes structurelles de grande ampleur à compter de 2006. L'effet le plus visible est la création d'un environnement propice sur les marchés financiers, des produits et du travail de ce pays. La Zambie a elle aussi accompli des avancées considérables. Elle a tout particulièrement amélioré la qualité de ses institutions et l'efficacité de son marché des produits. Le pays se classe aujourd'hui à la 96e place.

La situation de ces deux pays contraste fortement avec celle de l'Afrique du Sud, qui pâtit depuis 2006 d'une érosion graduelle, mais constante, de sa compétitivité, d'où sa rétrogradation de la 35e place en 2006 à la 56e place dans le *Rapport* de cette année. Cependant, l'Afrique du Sud conserve des institutions privées solides, notamment d'excellentes normes d'audit et d'information financière, une bonne infrastructure de transport (d'après les critères régionaux), un marché des produits et un marché financier efficaces, ainsi que des entreprises relativement innovantes. Son talon d'Achille reste l'opacité de ses institutions publiques, la fragilité de son système de santé et de son secteur éducatif et l'extrême rigidité de son marché du travail. D'autres pays à revenu intermédiaire ont maintenu leurs performances au fil des ans, comme le Botswana et la Namibie, qui disposent tous deux d'institutions de bonne

qualité, mais qui négligent leurs ressources humaines, à la fois sur le plan de la santé et en termes d'éducation, ce qui a de graves conséquences. Dans le groupe des pays d'Afrique du Nord à revenu intermédiaire, l'Égypte et la Tunisie n'ont pas réussi à renforcer leur économie depuis le Printemps arabe, même si le lent processus de stabilisation et le récent recentrage sur des réformes sont prometteurs pour l'avenir. À l'inverse, le Maroc (72e), l'économie nord-africaine la plus compétitive, suit une tendance haussière, reflétant les efforts que ce pays a accomplis en neuf ans pour améliorer son climat d'affaires. De leur côté, les pays exportateurs de pétrole affichent des résultats contrastés: le Cameroun a vu sa situation s'améliorer légèrement grâce au développement de ses institutions publiques (même si, pour ce pilier, seul son score, et non son classement, reflète cette amélioration, car d'autres pays s'en sortent mieux), tandis que la compétitivité globale stagne dans des pays comme le Nigéria ou le Tchad.

Une majorité d'États fragiles et de pays à revenu faible enregistrent de modestes améliorations. La plupart des États fragiles sont devenus plus compétitifs, bien que partant de très bas. C'est au Burundi que ces avancées sont les plus visibles: ce pays n'est classé qu'à la 139e place, mais sa compétitivité ne cesse de progresser depuis l'édition 2013 du *Rapport*. On observe aussi une amélioration progressive au Zimbabwe, depuis son point bas de 2009. En revanche, Madagascar, autre État fragile dans notre échantillon, connaît une stagnation, et la Mauritanie a reculé à la 141e place. Concernant les pays à revenu faible, le graphique 13 indique une évolution légèrement positive dans six des sept économies de notre échantillon constant de 2006. Parmi ces pays, ce sont l'Éthiopie et le Kenya qui progressent le plus; le Burkina Faso est le seul à subir une légère perte de compétitivité.

Les principaux obstacles à l'activité des entreprises en Afrique

Le GCI donne une idée des nombreux facteurs qui entravent la compétitivité de l'Afrique. Pour compléter cette analyse, le Forum économique mondial recueille chaque année l'avis de chefs d'entreprise sur les principaux obstacles à la pratique des affaires dans leur pays. Les dirigeants interrogés doivent indiquer quels sont, à leur avis, les cinq facteurs les plus problématiques, parmi une liste de 16, et les classer sur une échelle allant de 1 (très problématique) à 5. Le graphique 14 montre qu'en 2015, comme dans l'édition 2013 du *Rapport*, l'accès au financement, la corruption et l'insuffisance de l'infrastructure restent non seulement les plus importants freins à l'activité des entreprises dans les pays d'Afrique subsaharienne, mais que c'est aussi l'opinion d'une plus forte proportion des répondants. Ce sont également ces facteurs qui nuisent le plus à la pratique des affaires en Afrique du Nord. Si, dans le précédent *Rapport*, l'inefficacité de l'administration

publique était considérée comme le deuxième plus important obstacle en Afrique du Nord, c'est un peu moins le cas aujourd'hui. Il est intéressant de noter que, sur l'ensemble du continent, les chefs d'entreprise s'inquiètent de la formation inadéquate de la main-d'œuvre, qui est le signe d'un système éducatif défaillant et, dans certaines des économies plus avancées, d'un décalage entre les compétences acquises et celles demandées en Afrique.⁴⁸ ainsi que d'un manque d'éthique professionnelle.

En revanche, dans ces deux sous-régions, les entreprises expriment des avis quelque peu divergents sur tous les autres facteurs les plus problématiques. Par exemple, dans les pays d'Afrique du Nord, les dirigeants d'entreprises restent préoccupés par l'instabilité du gouvernement et par l'incertitude des politiques publiques, alors que, dans les pays d'Afrique subsaharienne, ils s'inquiètent davantage de l'inflation. Il est intéressant de noter que, comme dans le *Rapport 2013*, ils accordent peu d'attention à la santé publique, ce qui peut sembler paradoxal étant donné les grands problèmes sanitaires auxquels l'Afrique est confrontée, et qui ont atteint un point culminant avec la récente pandémie d'Ebola.

CONCLUSIONS

Ce chapitre a enrichi le débat sur ce qu'il faudrait faire pour que les pays d'Afrique se transforment et gagnent en compétitivité. Afin de répondre à cette question, il a analysé les résultats de 38 de ces pays sur la base de l'indice de compétitivité mondiale (GCI) 2014–2015. Si, au cours de la dernière décennie, l'Afrique a enregistré une croissance vigoureuse et persistante, sa compétitivité globale a continué de stagner. La plupart des pays de cette région en sont à un stade de développement dans lequel les paramètres de base, tels que des institutions et des politiques macroéconomiques solides, une infrastructure adéquate et une main-d'œuvre instruite et en bonne santé, devront être réunies pour permettre une croissance durable. Or, c'est précisément dans ces domaines que l'on constate les écarts les plus importants avec les autres régions du monde. Le déficit infrastructurel persistant de l'Afrique et les faibles niveaux d'études de ses habitants, ainsi que ses difficultés à faire correspondre les qualifications de sa main-d'œuvre aux besoins de ses entreprises, constituent les obstacles les plus importants à la transformation des économies de cette région. Il est d'autant plus crucial de remédier à ces problèmes que les emplois se sont réorientés vers le secteur des services au cours des deux dernières décennies et que l'Afrique connaît une forte expansion de sa main-d'œuvre. Il est donc nécessaire d'investir dans des biens publics tels que l'infrastructure, la santé et l'éducation. De même, étant donné que la part de la valeur ajoutée du secteur des services dans le PIB est appelée à s'accroître, il faut encourager la population et les entreprises africaines à recourir plus largement

à la technologie. À l'évidence, l'Afrique a beaucoup progressé, et ces avancées ont donné naissance à des modèles économiques novateurs. Le système de paiement M-PESA, les exportations de services à Maurice et la transformation du Kenya en un important exportateur de produits financiers, de produits de grande consommation et de services de télécommunications en Afrique de l'Est, en sont quelques exemples. Mais la frontière des TIC reste mouvante, et l'Afrique devra éviter de se faire distancer par d'autres régions qui vont de l'avant. Cependant, l'analyse montre que, d'une manière générale, la situation macroéconomique s'améliore en Afrique. En témoignent, notamment, la décade de l'inflation (malgré la persistance d'un risque d'instabilité élevé) et la mise en œuvre rapide des réformes sur le marché des produits.

Un examen plus approfondi des différents groupes de pays révèle un écart de compétitivité et des performances très variables entre les pays d'Afrique. Ainsi, l'Afrique du Sud et Maurice continuent d'afficher des résultats aussi bons, voire meilleurs, que d'autres économies émergentes, telles que le Brésil ou l'Inde. Maurice, en particulier, va de l'avant depuis 2006, et est devenu le pays d'Afrique le plus compétitif, surpassant l'Afrique du Sud. Un deuxième groupe (Rwanda, Maroc, Botswana et Algérie) fait mieux que la moyenne des pays d'Amérique latine. Et un troisième ensemble, plus large (Tunisie, Namibie, Kenya, Seychelles, Zambie, Gabon, Lesotho, Ghana, Sénégal, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Cameroun et Éthiopie), enregistre des résultats supérieurs à la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. Les quatre premiers pays de ce groupe affichent même des performances supérieures à la moyenne des pays d'Afrique du Nord.

Cette année, au vu de ces disparités, le présent chapitre classe les économies africaines en quatre groupes spécifiques – pays exportateurs de pétrole, États fragiles, pays à revenu faible non fragiles et pays à revenu intermédiaire – dans la continuité du *Rapport 2013*. D'après cette analyse, les pays d'Afrique à revenu intermédiaire affichent des performances qui sont, en moyenne, comparables à celles d'autres régions telles que la région Amérique latine et Caraïbes, car leurs fondamentaux sont solides. En revanche, les pays exportateurs de pétrole et de gaz sont loin d'avoir les fondamentaux nécessaires pour être compétitifs. Quant aux pays à revenu faible et à certains États fragiles, leur situation s'améliore lentement mais de façon encourageante depuis l'édition 2013 du *Rapport*.

Ce chapitre ayant identifié les principaux facteurs qui entravent la compétitivité, les chapitres suivants examinent plus en détail les freins et problèmes spécifiques qui font obstacle à la transformation des économies africaines. Les chapitres 2.1 et 2.2 traitent respectivement de l'agriculture et des services, qui sont les deux plus importants employeurs en Afrique. Ces deux secteurs pourraient contribuer au développement

de la région via leurs gains de productivité et une plus grande intégration au sein des chaînes de valeur mondiales et régionales. Le chapitre 2.3 cherche à déterminer comment l'Afrique pourrait exploiter le potentiel des chaînes de valeur mondiales afin de transformer ses économies en développant de nouvelles activités et en se dotant d'une industrie manufacturière, d'une agriculture et d'un secteur des services dynamiques et compétitifs.

NOTES

- 1 D'après les estimations, en 2020, plus de la moitié de la population du continent africain aura moins de 25 ans (FMI, 2014a).
- 2 Les Profils pays, dans la Partie 3, présentent l'indice de développement humain de chaque pays couvert par ce *Rapport*.
- 3 Lipton, 2012.
- 4 Le rapport *Doing Business 2015: Au-delà de l'efficacité* de la Banque mondiale montre que, sur les cinq dernières années, 11 pays d'Afrique subsaharienne sont apparus sur la liste annuelle des 10 économies dont la situation s'est le plus améliorée. Certains, tels que le Burundi, le Cabo Verde, la Côte d'Ivoire et le Rwanda, ont déjà figuré plusieurs fois sur cette liste.
- 5 Timmer et al., 2014.
- 6 Duarte & Restuccia, 2010; Herrendorf et al., 2013; McMillan & Harttgen, 2014.
- 7 BAD, OCDE & PNUD, 2013.
- 8 La difficulté de mesurer la transformation structurelle en Afrique s'explique notamment par le manque de données actualisées sur la composition de la valeur ajoutée. Sachant que le changement de base pour le calcul du PIB est effectué avec un certain décalage dans le temps, nous risquons de ne pas pouvoir rendre compte d'une partie des évolutions survenues ces dernières années. Dans le cas du Nigéria, par exemple, la base de données GGDC (10 secteurs) ne permet toujours pas de disposer d'une série temporelle relative à la valeur ajoutée qui corresponde au changement de base effectué en 2014 pour le calcul du PIB. En effet, les données complètes et les éventuelles données affinées supplémentaires sur lesquelles repose cette révision n'ont pas encore été publiées. Il se peut donc que les données actuellement disponibles sous-estiment la taille du secteur des services et de l'industrie manufacturière dans ce pays et, partant, que la pondération assignée à l'agriculture et au secteur minier soit disproportionnée.
- 9 La base de données du rapport de la Banque mondiale sur les indicateurs du développement dans le monde présente, elle aussi, la valeur ajoutée sectorielle en pourcentage du PIB, mais ne permet qu'une ventilation en trois grands secteurs: agriculture, industrie et services. Au niveau agrégé, les deux bases de données apportent des informations similaires.
- 10 Peut-être à cause, notamment, du recul de l'emploi dans ce secteur.
- 11 Voir également Inklaar & Timmer, 2014.
- 12 Ghani et al., 2012.
- 13 BAD et al., 2013.
- 14 On mesure les 12 piliers en s'appuyant à la fois sur les données quantitatives officielles (inflation, pénétration d'Internet, espérance de vie et taux de scolarisation) et sur les données de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise (l'Enquête), réalisée chaque année par le Forum économique mondial dans tous les pays évalués. Cette enquête apporte des informations cruciales sur un certain nombre d'aspects qualitatifs (tels que la corruption, la confiance dans le secteur public ou la qualité des établissements d'enseignement) pour lesquels on ne dispose pas de données objectives.

- 15 Pour rendre compte de l'intensité en ressources naturelles, nous prenons comme variable de substitution la part des exportations de ressources minérales dans le total des exportations du pays considéré, d'après la classification des secteurs établie par le Centre du commerce international pour le calcul de son indice des performances commerciales (Trade Performance Index). Outre le pétrole brut et le gaz, cette catégorie inclut tous les minerais métalliques, ainsi que les produits pétroliers, le gaz liquéfié, le charbon et les pierres précieuses. Les données utilisées couvrent les années 2009 à 2013, ou l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles. On trouvera des informations supplémentaires sur ces données à l'adresse suivante: <http://legacy.intracen.org/appli1/TradeCom/Documents/TradeCompMap-Tradepourcent20Performancepourcent20Index-Technicalpourcent20Notes-EN.pdf>. On considère que tous les pays dont plus de 70 pour cent des exportations sont constitués de ressources minérales sont des économies tributaires de leurs ressources naturelles. Leur stade de développement est ajusté en douceur à la baisse, en fonction de la part précise de leurs exportations de produits primaires: plus la part des exportations de ressources minérales est élevée, plus l'ajustement est substantiel et plus le pays est proche du stade 1 du développement. Par exemple, un pays dont plus de 95 pour cent des exportations sont des exportations de ressources minérales et qui, d'après les critères relatifs au niveau de revenu, se situerait au stade 3 du développement, se trouve entre les stades 1 et 2. Les critères relatifs au revenu et aux exportations de produits primaires reçoivent une pondération identique. Dans le cas des pays qui exportent moins de 70 pour cent de ressources minérales, le stade de développement dépend uniquement du revenu. Les pays qui n'exportent que des produits primaires sont automatiquement classés dans la catégorie des économies dont le développement est tiré par les facteurs de production (stade 1).
- 16 Les données concernant la Libye proviennent du GCI 2014–2015, publié début septembre 2014. Elles n'incluent donc pas les évolutions en cours dans ce pays, qui devraient être prises en compte dans la prochaine édition du GCI (2015–2016).
- 17 Brésil, Fédération de Russie, Inde et Chine. L'Afrique du Sud ne fait pas partie des pays BRIC.
- 18 Afin de donner la vision la plus complète de la compétitivité en Afrique, la Partie 3 du *Rapport* présente le profil de deux pays, le Bénin et le Libéria, sur la base du GCI 2013–2014. Pour une description détaillée de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise, voir Browne et al., 2014.
- 19 *L'éducation* englobe l'enseignement primaire et la santé (pilier 4), ainsi que l'enseignement supérieur et la formation (pilier 5), même si ce dernier secteur est stricto sensu considéré comme une source d'efficience dans le GCI.
- 20 Forum économique mondial, 2013a.
- 21 CNUCED, 2013.
- 22 Forum économique mondial, 2013a.
- 23 Même dans les pays développés, le déficit infrastructurel se creuse sous l'effet de l'évolution démographique, du manque de financements publics, de l'inadéquation des modèles de partenariat public-privé et des dysfonctionnements intempestifs et des opérations d'entretien de l'infrastructure non programmées. L'OCDE ne doit donc pas être considérée comme un modèle de référence, mais plutôt comme le « second best ».
- 24 Forum économique mondial, 2012b.
- 25 Forum économique mondial, 2014b.
- 26 FMI, 2014b.
- 27 De fait, d'après les nouvelles données provenant de l'enquête mondiale sur la perception des risques, l'Afrique est la région la moins bien préparée pour lutter contre le chômage et le sous-emploi. Voir Forum économique mondial, 2015a et 2015b. Voir aussi le chapitre 1 du *Rapport sur la compétitivité en Afrique 2013* (Forum économique mondial, 2013a), à propos des jeunes et du problème du chômage.
- 28 Banque mondiale, 2014a.
- 29 FMI, 2015.
- 30 BAD et al., 2013.
- 31 Qiang & Rossotto, 2009.
- 32 Voir le *Global Information Technology Report 2015* (Forum économique mondial, 2015c) pour une analyse détaillée des impacts économiques et sociaux des TIC.
- 33 Banque mondiale & Banque africaine de développement, 2012.
- 34 Ce pilier concerne des données quantitatives, à savoir (1) solde du budget de l'État, (2) épargne nationale brute, (3) inflation et (4) dette publique, ainsi que des données qualitatives sur la note de crédit du pays. Il importe de noter qu'il évalue la stabilité de l'environnement macroéconomique. Il ne prend donc pas directement en compte la façon dont l'État gère les finances publiques. C'est le pilier du GCI relatif aux institutions qui juge cette dimension qualitative.
- 35 FMI, 2014b.
- 36 Banque mondiale, 2014b.
- 37 CNUCED, 2014, p. 10.
- 38 Nous recourons à la classification des pays établie par le FMI dans les *Perspectives économiques régionales* pour l'Afrique subsaharienne, sur la base des données les plus récentes relatives au revenu national brut (RNB) par habitant (moyenne sur trois ans) et de l'indice d'allocation des ressources élaboré par l'IDA (Banque mondiale) (indice IRAI). Les pays exportateurs de pétrole sont ceux dont les exportations de pétrole entrent pour plus de 30 pour cent dans le total des exportations. Les pays à revenu intermédiaire qui ne sont classés ni dans la catégorie des pays exportateurs de pétrole ni dans celle des États fragiles sont les pays dont le RNB moyen par habitant dépassait 1 035 dollars EU sur 2011–13 (calculs de la Banque mondiale au moyen de la méthode Atlas, qui réduit l'impact des fluctuations du cours de change) et un score IRAI supérieur à 3,2. Les pays à revenu faible qui ne sont classés ni dans la catégorie des États fragiles ni dans celle des pays exportateurs de pétrole affichaient un RNB moyen égal ou inférieur à 1 035,00 dollars EU sur 2011–13 (Banque mondiale, méthode Atlas) et un score IRAI supérieur à 3,2. Les États fragiles non classés parmi les pays exportateurs de pétrole affichaient un score IRAI égal ou inférieur à 3,2, à l'exception du Malawi, ce pays n'étant pas considéré comme « fragile » dans la liste harmonisée des États fragiles établie par la Banque mondiale (voir les *Perspectives économiques régionales*, octobre 2014, du FMI). Ces critères sont également appliqués aux économies nord-africaines.
- 39 Pour des informations détaillées pays par pays, voir l'annexe C et les profils présentés dans la Partie 3.
- 40 Étant donné que ce pilier évalue la stabilité de l'environnement macroéconomique, il ne prend pas directement en compte la façon dont les finances publiques sont gérées. C'est le pilier du GCI relatif aux institutions qui juge cette dimension qualitative. Les données concernent le GCI 2014–2015 et n'intègrent pas forcément les évolutions les plus récentes des prix de l'énergie. Ces évolutions seront prises en compte dans le GCI 2015–2016, qui sera publié fin septembre 2015.
- 41 On peut consulter l'indice du développement humain ajusté aux inégalités à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/data>.
- 42 Dobbs et al., 2013.
- 43 Certains de ces pays riches en ressources naturelles, tels que la Guinée équatoriale, ne sont pas pris en compte dans le présent chapitre car ils ne sont pas inclus dans le GCI.
- 44 Voir FMI, 2014b.
- 45 Du point de vue technique, le Rwanda est classé 86e pour la santé et l'enseignement primaire, et le Kenya 87e pour l'ouverture à la technologie.
- 46 Voir Forum économique mondial, 2014a.
- 47 Dans le cas de la Gambie, l'écart entre deux périodes masque des améliorations progressives de la compétitivité globale dans ce pays entre 2006 et 2009, qui ont été suivies d'un recul au cours des années suivantes (annexe D).
- 48 BAD et al., 2014.

RÉFÉRENCES

- Acemoglu, D., S. Johnson & J. Robinson. 2001. "The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation." *American Economic Review* 91: 1369–401.
- Banque africaine de développement (BAD). 2013. *Au centre de la transformation de l'Afrique: Stratégie pour la période 2013–2022*. Banque africaine de développement (BAD). 2013. Disponible à l'adresse http://www.westafricainstitute.org/images/pdf/AfDB_Strategy_2013-2022/Strategie_de_la_BAD_pour_la_priode_2013-2022_-_Au_centre_de_la_transformation_de_lAfrique.pdf.
- . 2014. *Oil Price Shock and African Countries: A Preliminary Assessment*. Note économique du Département de la recherche pour le développement. Décembre. BAD.
- BAD, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) & Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2013. *Perspectives économiques en Afrique 2013*. Disponible à l'adresse <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>.
- . 2014. *Perspectives économiques en Afrique 2014*. Disponible à l'adresse <http://www.africaneconomicoutlook.org/fr/>.
- Banque mondiale. 2014a. *Youth Employment in Sub-Saharan Africa*. Washington, DC: Banque mondiale. Disponible à l'adresse http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/01/22/000333037_20140122102826/Rendered/PDF/840830V10YouthOSSAOOverview0English.pdf.
- . 2014b. « L'Afrique subsaharienne enregistre le plus grand nombre de réformes portant sur la réglementation des affaires à travers le monde ». Communiqué de presse, 29 octobre. Disponible à l'adresse <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2014/10/29/sub-saharan-africa-business-regulatory-reforms-worldwide>.
- . 2014c. *Doing Business 2015: Au-delà de l'efficacité* (résumé en français). Disponible à l'adresse <http://français.doingbusiness.org/reports/global-reports/doing-business-2015>.
- Banque Mondiale & BAD. 2012. *The Transformational Use of Information and Communication Technologies in Africa. eTransform Africa report*. Washington, DC et Tunis-Belvédère, Tunisie: Banque mondiale & Banque africaine de développement. Disponible à l'adresse <http://siteresources.worldbank.org/EXTINFORMATIONANDCOMMUNICATIONANDTECHNOLOGIES/Resources/282822-1346223280837/MainReport.pdf>.
- Berg, A. & J. Ostry. 2011. "Inequality and Unsustainable Growth: Two Sides of the Same Coin?" *IMF Staff Discussion Note* 11/08. Washington DC: Fonds monétaire international. Disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2011/sdn1108.pdf>.
- Browne, C., T. Geiger & T. Gutknecht. 2014. "The Executive Opinion Survey: The Voice of the Business Community." In *The Global Competitiveness Report 2014–2015*. Genève: Forum économique mondial. 69–78.
- Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). 2013. *Rapport 2013 sur le développement économique en Afrique. Le commerce intra-africain: libérer le dynamisme du secteur privé*. Genève: Nations Unies. Disponible à l'adresse http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/aldcafrica2013_fr.pdf.
- . 2014. *Rapport sur l'investissement dans le monde 2014. L'investissement au service des Objectifs de développement durable: un plan d'action*. Genève: Nations Unies. Disponible à l'adresse http://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2014_overview_fr.pdf.
- Commission on Growth and Development. 2008. *The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development*. Washington DC: Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale, pour la Commission on Growth and Development. Disponible à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/6507/449860PUB0Box3101OFFICIALUSEONLY1.pdf?sequence=1>.
- The Conference Board. 2015. *Total Economy Database™*, Janvier. Disponible à l'adresse <http://www.conference-board.org/data/economydatabase/>.
- Credit suisse Research Institute [Institut de recherche Crédit suisse]. 2014. *Global Wealth Databook 2014*, A. Shorrocks & J. Davies, chercheurs, avec R. Lluberias. Zurich: Credit Suisse AG. Disponible à l'adresse http://economics.uwo.ca/people/davies_docs/global-wealth-databook-2014-v2.pdf.
- de Vries, G.J., M.P. Timmer & K. de Vries. 2013. "Structural Transformation in Africa: Static Gains, Dynamic Losses." *GGDC research memorandum*, n° 136. À paraître dans le *Journal of Development Studies*.
- Dobbs, R., J. Oppenheim, A. Kendall, F. Thompson, M. Bratt & F. van der Marel. 2013. "Reverse the Curse: Maximizing the Potential of Resource-Driven Economies." *McKinsey Global Institute Report*, McKinsey & Company. Disponible à l'adresse http://www.mckinsey.com/insights/energy_resources_materials/reverse_the_curse_maximizing_the_potential_of_resource_driven_economies.
- Duarte, M. & D. Restuccia. 2010. "The Role of the Structural Transformation in Aggregate Productivity." *Quarterly Journal of Economics* 125 (1): 129–73.
- Easterly W. & R. Levine. 1997. "Africa's Growth Tragedy: Policies and Ethnic Divisions." *Quarterly Journal of Economics* CXII: 1203–50.
- Fonds monétaire international (FMI). 2014a. *Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne. Pour une croissance durable et plus solidaire*. Avril. Washington DC: FMI. Disponible à l'adresse <https://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2014/afr/sreo0414f.pdf>.
- . 2014b. *Perspectives économiques régionales: Afrique subsaharienne. Maintenir le cap*. Octobre. Washington, DC: FMI. Disponible à l'adresse <https://www.imf.org/external/french/pubs/ft/reo/2014/afr/sreo1014f.pdf>.
- . 2014c. *Perspectives de l'économie mondiale: Nuages et incertitudes de l'après-crise*, Octobre. Washington, DC: FMI. Disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2014/02/pdf/textf.pdf>.
- . 2015. *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa: Navigating Headwinds*. Avril. Washington, DC: FMI. Disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2015/afr/eng/pdf/sreo0415.pdf>.
- Inklaar, R. & M. P. Timmer. 2014. "The Relative Price of Services." *Review of Income and Wealth* 60 (4): 727–46.
- Forum économique mondial. 2006. *The Global Competitiveness Report 2006–2007*. Genève: Forum économique mondial.
- . 2012a. *The Global Competitiveness Report 2012–2013*. Genève: Forum économique mondial.
- . 2012b. *Strategic Infrastructure: Steps to Prioritize and Deliver Infrastructure Effectively and Efficiently*. Industry Agenda report. Élaboré en collaboration avec PwC. Genève: Forum économique mondial. Disponible à l'adresse http://www3.weforum.org/docs/WEF_IU_StrategicInfrastructure_Report_2012.pdf.
- . 2013a. *The Africa Competitiveness Report 2013*. Genève: Forum économique mondial.
- . 2013b. *The Global Competitiveness Report 2013–2014*. Genève: Forum économique mondial.
- . 2014a. *The Global Competitiveness Report 2014–2015*. Genève: Forum économique mondial.
- . 2014b. *African Strategic Infrastructure Initiative: Managing Transnational Infrastructure Programmes in Africa: Challenges and Best Practices*. Industry Agenda report élaboré en collaboration avec The Boston Consulting Group. Genève: Forum économique mondial. Disponible à l'adresse http://www3.weforum.org/docs/WEF_AfricanStrategicInfrastructure_Report_2014.pdf.
- . 2015a. *Global Risks 2015 Report*. Genève: Forum économique mondial. Disponible à l'adresse <http://reports.weforum.org/global-risks-2015/>.
- . 2015b. "Part 1 Global Risks 2015: Preparedness at the Regional Level Is Different." Disponible à l'adresse <http://reports.weforum.org/global-risks-2015/part-1-global-risks-2015/preparedness-at-the-regional-level-is-different/>.
- . 2015c. *The Global Information Technology Report 2015*. Genève: Forum économique mondial.

- . 2015d, à paraître. *Benchmarking Inclusive Growth and Development*. Genève: Forum économique mondial. Disponible à l'adresse http://www3.weforum.org/docs/WEF_Inclusive_Growth_Development.pdf.
- Ghani, E., A. G. Goswami & H. Kharas. 2012. *Service with a Smile*. Banque mondiale, Washington, DC. © Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/17068> License: CC BY 3.0 IGO.
- Herrendorf B., R. Rogerson & A. Valentinyi. 2013. "Two Perspectives on Preferences and Structural Transformation." *American Economic Review*, n° 103 (7): 2752–89.
- Ianchovichina, E. & S. Lundstrom. 2009. "Inclusive Growth Analytics: Framework and Application." *Policy Research Working Paper*, n° 4851. Washington, DC: Banque mondiale.
- Ianchovichina, E. & S. Lundstrom Gable. 2012. "What Is Inclusive Growth?" In *Commodity Prices and Inclusive Growth in Low-Income Countries*, R. Arezki, C. Pattillo, M. Quintyn et M. Zhu (dir. pub.). Washington, DC: Fonds monétaire international. 147–60.
- Killick, T. 2002. "Responding to Inequality." *Inequality Briefing Paper* n° 3. Londres: Overseas Development Institute. Disponible à l'adresse <http://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/3810.pdf>.
- Lipton, M. 2012. "Income from Work: The Food-Population-Resource Crisis in the 'Short Africa'." Leontief Prize Lecture, Tufts University, Medford, MA, 3 avril. Disponible à l'adresse http://www.ase.tufts.edu/gdae/about_us/leontief/LiptonLeontiefPrizeComments.pdf.
- Lopez, H. 2004. "Pro-Poor Growth: A Review of What We Know (and of What We Don't)." Document interne. Washington, DC: Banque mondiale. Disponible à l'adresse <http://www.eldis.org/vfile/upload/1/document/0708/DOC17880.pdf>.
- McMillan, M. S. & K. Harttgen. 2014. "What Is Driving the 'Africa Growth Miracle'?" *NBER Working Paper* n° 20077, avril. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Ostry, J. D., A. Berg & C. G. Tsangarides. 2014. "Redistribution, Inequality and Growth." *IMF Staff Discussion Note* 14/02. Washington, DC: Fonds monétaire international. Disponible à l'adresse <http://www.imf.org/external/pubs/ft/sdn/2014/sdn1402.pdf>.
- Qiang, C. & C. Rossotto. 2009. "Economic Impacts of Broadband." In *Information and Communication for Development: Extending Reach and Increasing Impact*. Washington, DC: Banque mondiale. 35–50. Disponible à l'adresse www.worldbank.org/ict4d.
- Sala-i-Martin, X. & A. Subramanian. 2003. "Addressing the Natural Resources Curse: An Illustration from Nigeria." *NBER Working Paper* n° 9804, juin. Cambridge, MA: National Bureau of Economic Research.
- Timmer, M. P., G.J. de Vries & K. de Vries. 2014. "Patterns of Structural Change in Developing Countries." *GGDC research memorandum* 149. Université de Groningue. Disponible à l'adresse <http://www.gdgc.net/publications/memorandum/gd149.pdf>.
- PNUD. 2014. *Human Development Reports, 2014 Human Development Statistical Tables*. Disponible à l'adresse <http://hdr.undp.org/en/data>.

Annexe A: Calcul et structure de l'indice de compétitivité mondiale 2014–2015

Cette annexe détaille la composition de l'indice de compétitivité mondiale (Global Competitiveness Index, GCI) 2014–2015. La numérotation des indicateurs correspond à celle des tableaux de données. Le chiffre qui précède le point indique à quel pilier se rattache l'indicateur (par exemple, l'indicateur 1.11 relève du 1er pilier, et l'indicateur 9.04 du 9e pilier).

Le calcul du GCI repose sur des agrégations successives de scores, partant du niveau des indicateurs (c'est-à-dire le niveau le plus désagrégé) jusqu'à atteindre le score GCI global. Sauf mention contraire, nous utilisons une moyenne arithmétique pour agréger les différents indicateurs dans chaque catégorie.^a Pour les niveaux d'agrégation supérieurs, on utilise le pourcentage indiqué à côté de chaque catégorie. Ce pourcentage représente le poids de la catégorie au sein de sa catégorie parent immédiate. Les pourcentages présentés sont des arrondis à l'entier le plus proche, mais pour le calcul du GCI, on conserve les chiffres exacts. Par exemple, le score obtenu par un pays sur le 11e pilier entre pour 50 pour cent dans le score qu'enregistre ce pays pour le sous-indice *sources d'innovation et de sophistication*, quel que soit le stade de développement du pays. De même, le score obtenu dans le sous-pilier *infrastructure de transport* représente 50 pour cent du score du pilier *infrastructure*.

Contrairement à ce qui se passe aux niveaux d'agrégation inférieurs, la pondération associée à chacun des trois sous-indices (*paramètres de base*, *sources d'efficacité* et *sources d'innovation et de sophistication*) n'est pas fixe: elle dépend du stade de développement du pays examiné, comme le montre ce chapitre.^b Ainsi, dans le cas du Burundi, pays qui se trouve au premier stade de développement, le score enregistré dans les *paramètres de base* compte pour 60 pour cent du score GCI global, alors qu'il ne représente que 20 pour cent du score GCI global de la Suède, pays qui en est au stade de développement 3. Pour les pays en transition entre deux stades de développement, la pondération appliquée à chaque sous-indice est présentée dans le profil correspondant, à la fin de ce volume. Dans le cas, par exemple, du Gabon, qui est en train de passer du stade 1 au stade 2, la pondération de chaque sous-indice est respectivement de 51,5 pour cent, de 41,4 pour cent et de 7,1 pour cent, comme indiqué dans le profil de ce pays à la page 126 du *Rapport mondial sur la compétitivité 2014–2015*.

Les indicateurs qui ne proviennent pas de l'Enquête auprès des dirigeants d'entreprise (l'Enquête) sont identifiés par un astérisque (*) dans les pages suivantes. La section Notes techniques et Sources, à la fin du *Rapport*, donne des informations détaillées sur chacun de ces indicateurs. Pour permettre l'agrégation, ces données sont converties sur une échelle de 1 à 7 de sorte qu'elles soient alignées sur les résultats de l'Enquête. Nous appliquons une transformation min-max, qui préserve l'ordre des scores des pays et leur écart relatif.^c

Les indicateurs suivis de la mention « ½ » entrent dans le calcul de deux piliers différents du GCI. Pour éviter de les compter deux fois, nous assignons une pondération d'un demi à chaque occurrence.^d

Pondération (%) au sein
de la catégorie parent immédiate

PARAMÈTRES DE BASE.....	20–60% ^b
1er pilier: Institutions	25%
A. Institutions publiques.....	75%
1. Droits de propriété.....	20%
1.01 Droits de propriété	
1.02 Protection de la propriété intellectuelle ^½	
2. Éthique et corruption.....	20%
1.03 Détournement de fonds publics	
1.04 Confiance de la population dans la classe politique	
1.05 Paiements illicites et pots-de-vin	
3. Abus d'autorité.....	20%
1.06 Indépendance du pouvoir judiciaire	
1.07 Népotisme dans les décisions des fonctionnaires	
4. Efficacité des pouvoirs publics.....	20%
1.08 Gaspillage des fonds publics	
1.09 Poids de la réglementation	
1.10 Efficacité du cadre juridique pour le règlement des différends	
1.11 Efficacité du cadre juridique pour la contestation de la réglementation	
1.12 Transparence des politiques publiques	
5. Sécurité.....	20%
1.13 Coût du terrorisme pour les entreprises	
1.14 Coût des délits et de la violence pour les entreprises	
1.15 Crime organisé	
1.16 Fiabilité des services de police	
B. Institutions privées.....	25%
1. Éthique des entreprises.....	50%
1.17 Comportement éthique des entreprises	

2. Reddition de comptes	50%
1.18 Rigueur des normes d'audit et d'information financière	
1.19 Efficacité des conseils d'administration	
1.20 Protection des intérêts des actionnaires minoritaires	
1.21 Protection des investisseurs*	

2e pilier: Infrastructure.....25%

A. Infrastructure de transport.....	50%
2.01 Qualité générale de l'infrastructure	
2.02 Qualité de l'infrastructure routière	
2.03 Qualité de l'infrastructure ferroviaire ^g	
2.04 Qualité de l'infrastructure portuaire	
2.05 Qualité de l'infrastructure de transport aérien	
2.06 Sièges-kilomètres aériens offerts*	

B. Infrastructures énergétiques et téléphoniques.....50%

2.07 Qualité de la fourniture d'électricité	
2.08 Abonnements de téléphonie mobile* ^{1/2}	
2.09 Lignes téléphoniques fixes* ^{1/2}	

3e pilier: Environnement macroéconomique.....25%

3.01 Solde du budget de l'État*	
3.02 Épargne nationale brute*	
3.03 Inflation* ^f	
3.04 Dette publique*	
3.05 Note de crédit du pays*	

4e pilier: Santé et enseignement primaire.....25%

A. Santé.....50%

4.01 Incidence du paludisme* ^g	
4.02 Impact du paludisme sur les entreprises ^g	
4.03 Incidence de la tuberculose* ^g	
4.04 Impact de la tuberculose sur les entreprises ^g	
4.05 Prévalence du VIH* ^g	
4.06 Impact du VIH/sida sur les entreprises ^g	
4.07 Mortalité infantile*	
4.08 Espérance de vie*	

B. Enseignement primaire.....50%

4.09 Qualité de l'enseignement primaire	
4.10 Taux d'inscription dans le primaire*	

SOURCES D'EFFICIENCE.....35–50%^d

5e pilier: Enseignement supérieur et formation.....17%

A. Quantité d'éducation.....33%

5.01 Taux d'inscription dans le secondaire*	
5.02 Taux d'inscription dans le supérieur*	

B. Qualité de l'éducation.....33%

5.03 Qualité du système éducatif	
5.04 Qualité de l'enseignement mathématique et scientifique	
5.05 Qualité des écoles de commerce	
5.06 Accès à Internet dans les écoles	

C. Formation en cours d'emploi.....33%

5.07 Services de recherche et de formation spécialisés disponibles dans le pays	
5.08 Formation du personnel	

6e pilier: Efficacité du marché des produits.....17%

A. Concurrence.....67%

1. Concurrence sur le marché intérieur.....	variable ^h
6.01 Intensité de la concurrence locale	
6.02 Concentration du marché	

6.03 Efficacité de la politique de la concurrence	
6.04 Effet de la fiscalité sur les incitations à investir	
6.05 Taux d'imposition total*	
6.06 Nombre de démarches nécessaires à la création d'une entreprise* ⁱ	
6.07 Délai nécessaire à la création d'une entreprise* ⁱ	
6.08 Coût de la politique agricole	

2. Concurrence étrangère.....variable^h

6.09 Prévalence des obstacles aux échanges commerciaux	
6.10 Taux des droits de douane*	
6.11 Prévalence de l'actionnariat étranger	
6.12 Impact de la réglementation de l'IDE sur les entreprises	
6.13 Poids des procédures douanières	
6.14 Importations en pourcentage du PIB* ^j	

B. Conditions de la demande.....33%

6.15 Degré d'orientation client	
6.16 Sophistication des acheteurs	

7e pilier: Efficacité du marché du travail.....17%

A. Flexibilité.....50%

7.01 Coopération dans les relations personnel/employeurs	
7.02 Souplesse dans la fixation des salaires	
7.03 Pratiques d'embauche et de licenciement	
7.04 Coût du licenciement*	
7.05 Effet de la fiscalité sur les incitations à travailler	

B. Utilisation efficiente des talents.....50%

7.06 Rémunération et productivité	
7.07 Professionnalisme de l'encadrement ^{1/2}	
7.08 Capacité du pays à retenir les talents	
7.09 Capacité du pays à attirer les talents	
7.10 Participation des femmes à la population active*	

8e pilier: Développement des marchés financiers.....17%

A. Efficacité.....50%

8.01 Disponibilité des services financiers	
8.02 Accessibilité économique des services financiers	
8.03 Financement via le marché boursier local	
8.04 Facilité d'accès aux prêts	
8.05 Disponibilité du capital-risque	

B. Fiabilité et confiance.....50%

8.06 Solidité des banques	
8.07 Réglementation des Bourses des valeurs mobilières	
8.08 Indice de fiabilité des garanties*	

9e pilier: Ouverture à la technologie.....17%

A. Adoption des technologies.....50%

9.01 Disponibilité des technologies les plus récentes	
9.02 Assimilation des technologies par les entreprises	
9.03 IDE et transfert de technologies	

B. Recours aux TIC.....50%

9.04 Internautes*	
9.05 Abonnés Internet à haut débit*	
9.06 Largeur de bande Internet*	
9.07 Abonnements de téléphonie mobile à haut débit*	
2.08 Abonnements de téléphonie mobile* ^{1/2}	
2.09 Lignes téléphoniques fixes* ^{1/2}	

10e pilier: Taille du marché17%**A. Taille du marché intérieur75%**10.01 Indice de la taille du marché intérieur^{*k}**B. Taille du marché extérieur.....25%**10.02 Indice de la taille du marché extérieur^l**SOURCES D'INNOVATION ET DE SOPHISTICATION...5–30%^b****11e pilier: Sophistication des entreprises50%**

- 11.01 Nombre de fournisseurs locaux
- 11.02 Qualité des fournisseurs locaux
- 11.03 Niveau de développement des pôles d'entreprises
- 11.04 Nature de l'avantage concurrentiel
- 11.05 Présence dans la chaîne de valeur
- 11.06 Contrôle local de la distribution à l'international
- 11.07 Sophistication des processus de production
- 11.08 Utilisation du marketing
- 11.09 Volonté de déléguer des pouvoirs
- 7.07 Professionnalisme de l'encadrement^{1/2}

12e pilier: Innovation en R-D.....50%

- 12.01 Capacité d'innovation
- 12.02 Qualité des établissements de recherche scientifique
- 12.03 Dépenses de R-D des entreprises
- 12.04 Collaboration universités-entreprises pour la R-D
- 12.05 Acquisition par l'État de technologies avancées
- 12.06 Disponibilité locale de scientifiques et d'ingénieurs
- 12.07 Demandes de brevets PCT*
- 1.02 Protection de la propriété intellectuelle^{1/2}

NOTES

- a Formellement, pour une catégorie *i* composée de *K* indicateurs, on a:

$$\text{catégorie}_i = \frac{\sum_{k=1}^K \text{indicateur}_k}{K}$$

- b Comme le décrit ce chapitre, les pondérations sont celles spécifiées ci-dessous. Il convient de se référer au tableau 2 du chapitre pour la classification des pays en fonction de leur stade de développement:

Stade de développement				
Développe- ment tiré par les facteurs de produc- tion (1)	Transition entre le stade 1 et le stade 2	Développe- ment tiré par l'efficience (2)	Transition entre le stade 2 et le stade 3	Développe- ment tiré par l'innovation (3)
Seuils du PIB par habitant (en dollars EU)*				
<2,000	2,000–2,999	3,000–8,999	9,000–17,000	>17,000
Pondération des paramètres de base				
60%	40–60%	40%	20–40%	20%
Pondération des sources d'efficience				
35%	35–50%	50%	50%	50%
Pondération des sources d'innovation et de sophistication				
5%	5–10%	10%	10–30%	30%

* Dans le cas des pays qui dépendent fortement de leurs ressources minérales, le PIB par habitant n'est pas le seul critère utilisé pour déterminer le stade de développement. Pour des informations détaillées, voir le corps du chapitre.

- c Formellement, on a:

$$6 \times \left(\frac{\text{score du pays} - \text{minimum échantillon}}{\text{maximum échantillon} - \text{minimum échantillon}} \right) + 1$$

Le *minimum échantillon* et le *maximum échantillon* sont, respectivement, le score le plus bas et le score le plus élevé constatés sur l'ensemble des économies couvertes par le GCI. Dans certains cas, on a procédé à des ajustements pour tenir compte des valeurs aberrantes. En ce qui concerne les indicateurs pour lesquels une valeur élevée signale un résultat moins bon (par exemple, l'indice d'une maladie ou la dette publique), la formulation de transformation est la suivante:

$$-6 \times \left(\frac{\text{score du pays} - \text{minimum échantillon}}{\text{maximum échantillon} - \text{minimum échantillon}} \right) + 7$$

On peut ainsi s'assurer que 1 et 7 correspondent toujours, respectivement, au score le moins bon et au score le meilleur possible

- d Pour les catégories qui comportent une ou plusieurs variables assorties d'une pondération d'un demi, les scores sont calculés comme suit:

$$\frac{(\text{somme des scores à pondération entière}) + \frac{1}{2} \times (\text{somme des scores à demi-pondération})}{(\text{nbre de } V \text{ à pondération entière}) + \frac{1}{2} \times (\text{nbre de } V^* \text{ à demi-pondération})}$$

* *V* = variable.

- e La mention « sans objet » indique que le pays ne dispose pas d'un service ferroviaire régulier ou que son réseau ferroviaire ne dessert qu'une très faible partie du territoire national. C'est le Forum économique mondial qui a évalué l'existence d'un réseau, sur la base de différentes sources.

- f Afin de rendre compte de l'idée qu'une inflation forte est tout aussi préjudiciable que la déflation, le modèle intègre l'inflation sous la forme d'une courbe en U: dans le cas d'une inflation comprise entre 0,5 et 2,9 pour cent, le pays reçoit la meilleure note possible, à savoir 7. En dehors de cette fourchette, les scores décroissent linéairement à mesure qu'ils s'écartent de ces valeurs.

- g L'impact du paludisme, de la tuberculose et du VIH/sida sur la compétitivité dépend non seulement de leur incidence respective, mais également du coût qu'ils représentent pour les entreprises. En conséquence, pour estimer l'impact de chacun, nous combinons leur taux d'incidence avec le coût perçu au niveau des entreprises d'après l'Enquête. Pour ce faire, nous divisons le taux d'incidence de la maladie dans le pays par le taux d'incidence le plus élevé de l'échantillon. Nous multiplions ensuite l'inverse de ce ratio par le score du pays à la question correspondante de l'Enquête. Ce produit est ensuite normalisé sur une échelle de 1 à 7. Notons que les pays où l'incidence communiquée est nulle reçoivent un 7, quel que soit le score enregistré à la question correspondante de l'Enquête. Concernant le paludisme, les pays reçoivent un 7 si l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) les a classés dans la catégorie des pays non endémiques ou les a inclus sur la liste supplémentaire des zones où il n'y a jamais eu de paludisme ou où le paludisme a disparu sans que des mesures spécifiques n'aient été mises en œuvre.

- h Le sous-pilier *concurrence* est la moyenne pondérée de deux composantes: la *concurrence sur le marché intérieur* et la *concurrence étrangère*. Dans chacune de ces deux composantes, les indicateurs inclus donnent une idée de l'ampleur de la distorsion de la concurrence. L'importance relative de ces distorsions dépend de la taille relative de la concurrence sur le marché intérieur par rapport à la concurrence étrangère. Cette interaction entre marché local et marché extérieur est prise en compte dans la façon dont nous calculons les pondérations de ces deux composantes. La concurrence sur le marché intérieur est la somme de la consommation (C), de l'investissement (I), des dépenses de l'État (E) et des exportations (X), alors que la concurrence étrangère est égale aux importations (M). On affecte donc une pondération de (C + I + E + X)/(C + I + E + X + M) à la *concurrence sur le marché intérieur* et une pondération de M/(C + I + G + X + M) à la *concurrence étrangère*.

- i Les indicateurs 6.06 et 6.07 sont combinés en un indicateur unique.

- j Pour l'indicateur 6.14 (importations en pourcentage du PIB), on applique d'abord une transformation logarithmique, puis une transformation min-max.

- k On calcule la taille du marché intérieur en prenant le logarithme naturel de la somme du produit intérieur brut (PIB), valorisé à parité de pouvoir d'achat (PPA), et de la valeur totale (estimations à PPA) des importations de biens et services, moins la valeur totale (estimations à PPA) des exportations de biens et services. Le résultat est ensuite normalisé sur une échelle de 1 à 7. Les estimations des importations et des exportations à PPA sont obtenues au moyen du produit des exportations en pourcentage du PIB et du PIB valorisé à PPA. Les données sous-jacentes sont présentées dans la section des tableaux de données (voir les tableaux 10.03, 6.14 et 10.04).
- l La taille du marché extérieur est calculée au moyen du logarithme naturel de la valeur totale (estimations à PPA) des exportations de biens et services, normalisé sur une échelle de 1 à 7. Les estimations des exportations à PPA sont obtenues au moyen du produit des exportations en pourcentage du PIB et du PIB valorisé à PPA. Les données sous-jacentes sont présentées dans les tableaux de données).

Annexe B: L'indice de compétitivité mondiale 2014–2015: Afrique et pays de référence, par sous-indice

Pays/région	SOUS-INDICES							
	GCI 2014–2015		Paramètres de base		Sources d'efficience		Sources d'innovation et de sophistication	
	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur
AFRIQUE DU NORD								
Maroc	72	4.21	57	4.74	78	3.92	82	3.50
Algérie	79	4.08	65	4.64	125	3.34	133	2.91
Tunisie	87	3.96	85	4.38	94	3.74	93	3.40
Égypte	119	3.60	121	3.73	106	3.58	113	3.18
Libye	126	3.48	111	3.86	137	3.03	143	2.49
Moyenne Afrique du Nord		3.87		4.27		3.52		3.09
AFRIQUE SUBSAHARIENNE								
Maurice	39	4.52	38	5.04	59	4.24	53	3.85
Afrique du Sud	56	4.35	89	4.30	43	4.45	37	4.07
Rwanda	62	4.27	67	4.62	91	3.77	66	3.64
Botswana	74	4.15	72	4.53	84	3.87	110	3.22
Namibie	88	3.96	81	4.40	97	3.71	91	3.41
Kenya	90	3.93	115	3.82	66	4.12	40	4.03
Seychelles	92	3.91	50	4.85	105	3.58	69	3.62
Zambie	96	3.86	109	3.88	86	3.85	57	3.76
Gabon	106	3.74	95	4.15	119	3.37	131	2.93
Lesotho	107	3.73	102	4.09	130	3.21	117	3.12
Ghana	111	3.71	123	3.68	89	3.78	68	3.62
Sénégal	112	3.70	120	3.75	102	3.62	65	3.65
Cabo Verde	114	3.68	91	4.27	127	3.29	109	3.23
Côte d'Ivoire	115	3.67	119	3.75	108	3.58	86	3.47
Cameroun	116	3.66	116	3.79	113	3.48	84	3.47
Éthiopie	118	3.60	117	3.78	120	3.37	119	3.09
Tanzanie	121	3.57	124	3.67	114	3.43	107	3.26
Ouganda	122	3.56	126	3.59	110	3.53	104	3.30
Swaziland	123	3.55	108	3.92	126	3.32	108	3.25
Zimbabwe	124	3.54	114	3.83	133	3.12	127	2.95
Gambie	125	3.53	125	3.60	117	3.40	79	3.52
Nigéria	127	3.44	140	3.18	82	3.89	103	3.30
Mali	128	3.43	128	3.54	129	3.25	97	3.36
Madagascar	130	3.41	129	3.52	128	3.25	105	3.27
Malawi	132	3.25	139	3.20	122	3.35	115	3.17
Mozambique	133	3.24	133	3.29	131	3.19	120	3.05
Burkina Faso	135	3.21	135	3.25	132	3.16	128	2.95
Sierra Leone	138	3.10	141	3.14	136	3.06	130	2.93
Burundi	139	3.09	130	3.40	144	2.62	137	2.68
Angola	140	3.04	137	3.21	140	2.84	144	2.36
Mauritanie	141	3.00	138	3.21	143	2.69	138	2.63
Tchad	143	2.85	143	2.93	142	2.74	141	2.55
Guinée	144	2.79	144	2.76	138	2.88	142	2.55
Moyenne Afrique subsaharienne		3.58		3.76		3.42		3.25
BRIC								
Chine	28	4.89	28	5.34	30	4.68	33	4.14
Fédération de Russie	53	4.37	44	4.94	41	4.49	75	3.54
Brésil	57	4.34	83	4.40	42	4.46	56	3.82
Inde	71	4.21	92	4.25	61	4.19	52	3.86
Moyenne BRIC		4.45		4.73		4.45		3.84
Moyenne Amérique latine et Caraïbes		3.97		4.32		3.87		3.49
Moyenne Asie du Sud-Est		4.29		4.62		4.10		3.74

Annexe C: L'indice de compétitivité mondiale 2014–2015: Afrique et pays de référence, par pilier

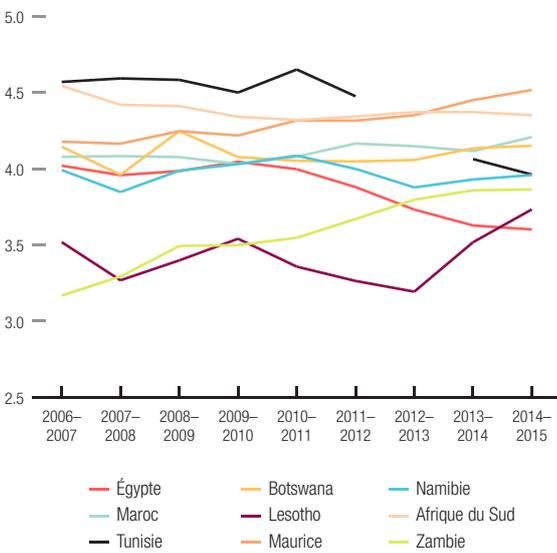
Pays/région	SOUS-INDICES (1ER–5E PILIERS)											
	GCI 2014–2015		1er pilier: Institutions		2e pilier: Infrastructure		3e pilier: Environnement macroéconomique		4e pilier: Santé et enseignement primaire		5e pilier: Enseignement supérieur et formation	
	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur
AFRIQUE DU NORD												
Maroc	72	4.21	49	4.21	55	4.38	66	4.72	76	5.66	104	3.56
Algérie	79	4.08	101	3.41	106	3.12	11	6.41	81	5.61	98	3.69
Tunisie	87	3.96	81	3.70	79	3.80	111	4.03	53	6.00	73	4.28
Égypte	119	3.60	100	3.41	100	3.20	141	2.96	97	5.37	111	3.27
Libye	126	3.48	142	2.62	113	2.88	41	5.36	119	4.55	102	3.59
Moyenne Afrique du Nord		3.87		3.47		3.48		4.70		5.44		3.68
AFRIQUE SUBSAHARIENNE												
Maurice	39	4.52	35	4.60	42	4.74	74	4.66	42	6.14	54	4.66
Afrique du Sud	56	4.35	36	4.50	60	4.29	89	4.45	132	3.96	86	4.04
Rwanda	62	4.27	18	5.21	105	3.14	79	4.62	86	5.52	122	2.98
Botswana	74	4.15	39	4.47	101	3.19	13	6.30	127	4.14	101	3.59
Namibie	88	3.96	50	4.19	66	4.17	78	4.62	115	4.63	115	3.23
Kenya	90	3.93	78	3.73	96	3.27	126	3.73	120	4.55	95	3.77
Seychelles	92	3.91	54	4.04	53	4.50	57	4.89	55	5.98	85	4.04
Zambie	96	3.86	52	4.12	118	2.67	103	4.16	118	4.56	80	4.16
Gabon	106	3.74	79	3.72	114	2.86	18	6.03	130	4.01	126	2.78
Lesotho	107	3.73	68	3.86	116	2.77	28	5.69	128	4.03	116	3.23
Ghana	111	3.71	69	3.85	108	3.03	133	3.38	121	4.46	106	3.46
Sénégal	112	3.70	74	3.81	111	2.93	97	4.29	131	3.96	119	3.18
Cabo Verde	114	3.68	66	3.89	104	3.14	106	4.11	57	5.96	89	3.91
Côte d'Ivoire	115	3.67	86	3.64	93	3.41	68	4.70	140	3.25	121	3.12
Cameroun	116	3.66	91	3.53	126	2.47	90	4.45	112	4.70	117	3.22
Éthiopie	118	3.60	96	3.46	125	2.49	95	4.36	110	4.82	131	2.63
Tanzanie	121	3.57	93	3.49	130	2.26	109	4.06	108	4.86	134	2.45
Ouganda	122	3.56	115	3.29	129	2.28	96	4.36	122	4.45	129	2.68
Swaziland	123	3.55	61	3.94	97	3.26	60	4.79	134	3.69	120	3.18
Zimbabwe	124	3.54	113	3.31	124	2.54	87	4.48	106	4.99	118	3.18
Gambie	125	3.53	44	4.29	95	3.27	142	2.96	133	3.88	107	3.45
Nigéria	127	3.44	129	3.01	134	2.13	76	4.62	143	2.97	124	2.88
Mali	128	3.43	126	3.18	103	3.15	86	4.48	138	3.33	128	2.70
Madagascar	130	3.41	128	3.13	135	2.10	81	4.60	125	4.26	130	2.64
Malawi	132	3.25	77	3.74	131	2.21	144	2.42	123	4.42	132	2.57
Mozambique	133	3.24	127	3.16	128	2.36	110	4.06	135	3.58	138	2.39
Burkina Faso	135	3.21	117	3.28	141	2.01	83	4.55	141	3.18	136	2.42
Sierra Leone	138	3.10	107	3.37	136	2.07	117	3.94	142	3.18	137	2.39
Burundi	139	3.09	132	2.92	140	2.01	112	4.02	114	4.64	142	2.14
Angola	140	3.04	143	2.61	139	2.01	71	4.70	136	3.54	144	1.94
Mauritanie	141	3.00	138	2.76	123	2.59	115	4.00	137	3.48	141	2.16
Tchad	143	2.85	140	2.66	144	1.67	73	4.68	144	2.72	143	2.05
Guinée	144	2.79	134	2.81	143	1.78	138	3.20	139	3.25	140	2.19
Moyenne Afrique subsaharienne		3.58		3.62		2.81		4.38		4.21		3.01
BRIC												
Chine	28	4.89	47	4.22	46	4.66	10	6.41	46	6.08	65	4.42
Fédération de Russie	53	4.37	97	3.45	39	4.82	31	5.54	56	5.97	39	4.96
Brésil	57	4.34	94	3.47	76	3.98	85	4.49	77	5.65	41	4.92
Inde	71	4.21	70	3.84	87	3.58	101	4.22	98	5.35	93	3.86
Moyenne BRIC		4.45		3.74		4.26		5.17		5.76		4.54
Moyenne Amérique latine et Caraïbes		3.97		3.51		3.72		4.58		5.46		4.15
Moyenne Asie du Sud-Est		4.29		3.94		3.88		5.08		5.56		3.94

SOUS-INDICES (6E-12E PILIERS)														
Pays/région	6e pilier: Efficience du marché des produits		7e pilier: Efficience du marché du travail		8e pilier: Développement des marchés financiers		9e pilier: Ouverture à la technologie		10e pilier: Taille du marché		11e pilier: Sophistication des entreprises		12e pilier: Innovation	
	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur	Rang	Valeur
AFRIQUE DU NORD														
Maroc	58	4.41	111	3.81	69	4.02	78	3.57	56	4.17	78	3.88	90	3.11
Algérie	136	3.48	139	3.15	137	2.72	129	2.59	47	4.39	131	3.22	128	2.60
Tunisie	107	4.03	129	3.51	117	3.35	90	3.38	64	3.87	88	3.78	99	3.01
Égypte	118	3.95	140	3.08	125	3.19	95	3.21	29	4.78	95	3.70	124	2.65
Libye	139	3.32	133	3.41	144	1.95	130	2.56	85	3.33	135	3.01	144	1.98
Moyenne Afrique du Nord		3.84		3.39		3.05		3.06		4.11		3.52		2.67
AFRIQUE SUBSAHARIENNE														
Maurice	25	4.92	52	4.33	26	4.74	63	3.97	113	2.83	33	4.48	76	3.22
Afrique du Sud	32	4.71	113	3.80	7	5.37	66	3.86	25	4.91	31	4.49	43	3.64
Rwanda	42	4.62	9	5.08	55	4.26	98	3.14	125	2.52	84	3.83	53	3.46
Botswana	97	4.12	36	4.56	57	4.22	76	3.58	97	3.12	116	3.47	102	2.97
Namibie	96	4.13	55	4.31	46	4.43	89	3.42	119	2.74	94	3.72	91	3.10
Kenya	62	4.40	25	4.68	24	4.77	87	3.48	74	3.62	44	4.38	38	3.69
Seychelles	88	4.18	44	4.44	103	3.65	70	3.73	143	1.46	66	3.99	73	3.25
Zambie	37	4.65	88	4.06	50	4.37	105	2.99	110	2.88	60	4.10	54	3.42
Gabon	126	3.81	69	4.23	105	3.57	108	2.95	109	2.89	133	3.18	122	2.68
Lesotho	80	4.24	76	4.16	123	3.27	137	2.37	139	2.01	123	3.37	110	2.87
Ghana	67	4.34	98	3.94	62	4.15	100	3.11	69	3.71	70	3.94	63	3.31
Sénégal	68	4.34	68	4.23	85	3.80	96	3.21	104	2.96	77	3.90	57	3.39
Cabo Verde	110	4.01	126	3.59	115	3.36	80	3.54	144	1.30	114	3.48	101	2.98
Côte d'Ivoire	82	4.23	73	4.21	78	3.86	117	2.81	94	3.23	100	3.66	69	3.28
Cameroun	113	3.99	81	4.11	108	3.51	120	2.76	91	3.30	98	3.68	71	3.27
Éthiopie	124	3.84	78	4.15	120	3.33	133	2.46	66	3.81	127	3.32	109	2.87
Tanzanie	122	3.90	47	4.39	96	3.72	131	2.51	75	3.61	112	3.49	98	3.03
Ouganda	119	3.95	27	4.66	81	3.81	119	2.78	86	3.32	109	3.53	96	3.06
Swaziland	98	4.09	105	3.86	71	4.00	125	2.66	136	2.09	101	3.63	112	2.86
Zimbabwe	133	3.58	137	3.25	112	3.44	109	2.95	132	2.31	130	3.28	125	2.63
Gambie	111	4.00	38	4.54	94	3.74	103	3.02	142	1.65	71	3.93	89	3.11
Nigéria	87	4.19	40	4.53	67	4.06	104	3.02	33	4.70	87	3.78	114	2.82
Mali	104	4.07	102	3.89	122	3.32	112	2.86	122	2.66	102	3.62	92	3.10
Madagascar	102	4.08	39	4.53	132	2.85	127	2.63	114	2.77	117	3.46	94	3.09
Malawi	108	4.03	28	4.63	79	3.82	135	2.41	123	2.63	108	3.54	115	2.80
Mozambique	116	3.99	104	3.88	126	3.14	122	2.71	101	3.07	125	3.34	118	2.76
Burkina Faso	127	3.81	70	4.22	127	3.14	132	2.49	111	2.87	136	3.00	107	2.89
Sierra Leone	117	3.98	95	4.01	116	3.36	138	2.36	133	2.27	128	3.28	130	2.58
Burundi	135	3.49	103	3.89	142	2.37	142	2.10	141	1.74	139	2.91	133	2.46
Angola	143	2.92	128	3.52	140	2.50	140	2.34	65	3.84	144	2.61	142	2.12
Mauritanie	138	3.35	141	3.07	141	2.50	123	2.71	131	2.33	142	2.85	136	2.41
Tchad	142	2.94	120	3.72	136	2.74	143	2.09	106	2.92	143	2.77	139	2.34
Guinée	137	3.40	89	4.05	134	2.85	139	2.35	127	2.44	141	2.85	141	2.25
Moyenne Afrique subsaharienne		4.01		4.14		3.64		2.89		2.86		3.54		2.96
BRIC														
Chine	56	4.42	37	4.55	54	4.30	83	3.53	2	6.86	43	4.38	32	3.91
Fédération de Russie	99	4.09	45	4.42	110	3.50	59	4.19	7	5.77	86	3.79	65	3.29
Brésil	123	3.85	109	3.83	53	4.30	58	4.21	9	5.66	47	4.32	62	3.31
Inde	95	4.13	112	3.81	51	4.34	121	2.75	3	6.26	57	4.18	49	3.53
Moyenne BRIC		4.12		4.15		4.11		3.67		6.14		4.17		3.51
Moyenne Amérique latine et Caraïbes		4.06		3.85		3.92		3.62		3.60		3.89		3.10
Moyenne Asie du Sud-Est		4.47		4.41		4.14		3.48		4.15		4.04		3.43

Annexe D: Tendances des scores, tous pays d'Afrique, échantillon constant de 2006

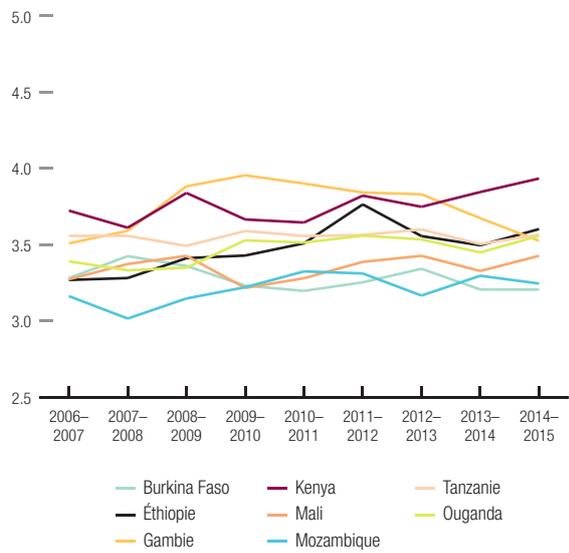
Cette annexe chiffre les performances des 24 économies couvertes par l'indice de compétitivité mondiale depuis 2006. Afin de permettre l'examen des tendances par type de pays, chaque catégorie est représentée séparément. Ces groupes de pays, qui correspondent aux classifications du Fonds monétaire international, sont analysés dans la section consacrée au déficit de compétitivité de l'Afrique et représentés également sur le graphique 12.

Graphique D1: Pays à revenu intermédiaire
Score GCI (1-7)

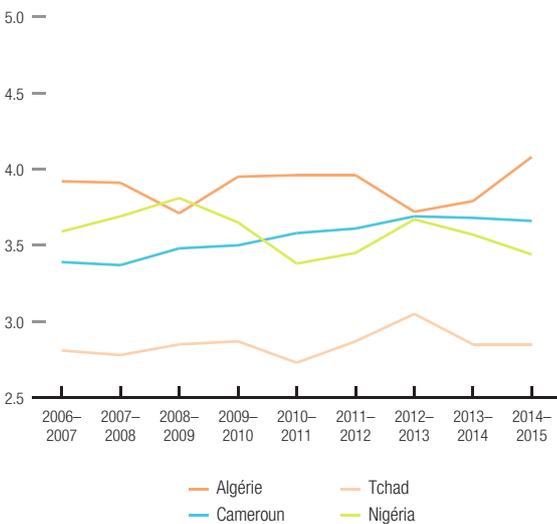


Note: Les données pour la Tunisie n'ont pas été collectées en 2012-2013.

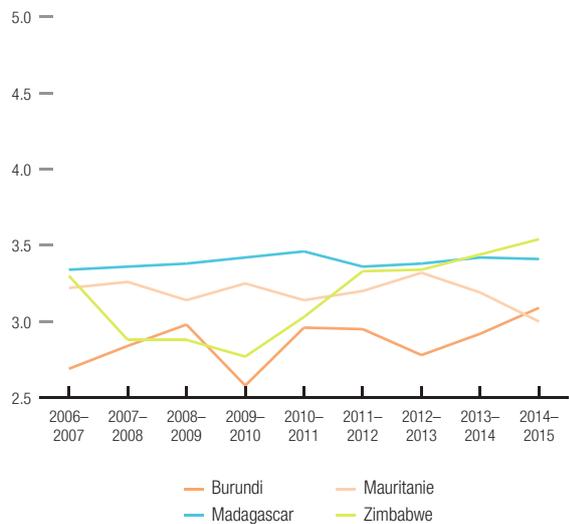
Graphique D2: Pays à revenu faible
Score GCI (1-7)



Graphique D3: Pays exportateurs de pétrole
Score GCI (1-7)



Graphique D4: États fragiles
Score GCI (1-7)



Sources: Forum économique mondial, 2006-2014.

Note: Seuls les pays couverts sans interruption depuis 2006 sont représentés ici, à l'exception de la Tunisie (non incluse sur 2012-2013).

Partie 2

**Transformer
les économies
africaines**

